



Le commerce pour le développement des PMA



2022
Rapport annuel

Favoriser un commerce
inclusif dans les pays
les moins avancés

Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.

Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)
Centre du commerce international (ITC)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Groupe Banque mondiale (BM)
Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Donateurs du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR



Table des matières

Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	4
Message du Président du Comité directeur du CIR	5
Message du Président du Conseil du CIR	6
Message du Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR	6
Gouvernance	7
Aperçu du CIR en 2022	8
Zones d'intervention	10
Fonctionnement du CIR	11
Participation accrue des PMA au commerce mondial et régional	12
Intégration commerciale multilatérale des PMA	13
Participation accrue au commerce régional	16
Reclassement des PMA: récits d'une transition sans heurts	18
Renforcement de l'intégration des UNMO en 2022	20
Modèles d'UNMO et exemples de réussites	21
Utilisation des UNMO par des partenaires pour la mise en œuvre des projets	22
Renforcement des capacités humaines et institutionnelles	24
Intégration du commerce	28
Environnement et climat	32
Intégration des considérations climatiques dans les travaux existants	33
Meilleures pratiques environnementales pour une agriculture et un tourisme plus durables	34
Pêche durable en Haïti	35
Exploiter les solutions numériques pour les PMA	36
Égalité des chances pour les femmes grâce au commerce électronique	37
Élaboration de politiques et stratégies nationales pour le commerce électronique en Afrique	38
Mise en place de plates-formes de commerce électronique pour les MPME en Asie	39
Renforcement des capacités en matière de commerce numérique dans le Pacifique	40
Plate-forme numérique mondiale pour le karité	41
Le commerce et l'égalité des genres	42
Aperçu des faits saillants survenus en 2022 en ce qui concerne l'égalité des genres et le commerce	43
Sécurité alimentaire, agriculture et commerce	46
Avancées concernant les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux	47
Opérations du CIR: une programmation adaptée et efficace	52
Travailler ensemble: en quoi les partenariats du CIR font la différence	53
Communiquer les enseignements tirés et les résultats obtenus aux parties prenantes	54
Suivi, évaluation et apprentissage	56
Optimisation des ressources	57
Adaptation aux risques	57
Renseignements fiduciaires actualisés	58
Annexes	64
Résultats par indicateur	64
Liste des projets de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR	74
Glossaire	86
Liste des récits de projets présentés dans le Rapport annuel 2022	87

Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)



Depuis près de 15 ans, le Cadre intégré renforcé est un mécanisme fiable qui aide les pays les moins avancés (PMA) à renforcer leurs capacités et à s'engager plus efficacement dans le système commercial mondial. Guidé par sa vision «Un commerce inclusif pour de meilleures conditions de vie», le CIR a permis aux PMA d'utiliser le commerce pour favoriser l'inclusion socio-économique et améliorer concrètement les moyens de subsistance des populations.

Or la tâche à accomplir reste immense. Même si la COVID-19 recule, les chocs économiques provoqués par la pandémie et l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix des denrées alimentaires et des carburants ont porté un coup sévère à de nombreuses économies en développement, les PMA étant les plus vulnérables. Après dix années de croissance positive des exportations, durant lesquelles la part des PMA dans les exportations mondiales non pétrolières a doublé, atteignant le niveau encore modeste de 1,1% en 2021, les estimations préliminaires de l'OMC indiquent que cette part est retombée à 0,8% en 2022.

La pauvreté, la faim et les écarts de revenus entre les pays pauvres et les pays riches ont diminué pendant des décennies, mais ils augmentent à nouveau. La réalisation de nos objectifs communs de développement durable est d'autant plus menacée face à des crises multiples, qui se recoupent et se renforcent mutuellement, et vont du changement climatique aux défis en matière de santé et de sécurité, en passant par la dette et l'instabilité financière qui sapent la croissance. Dans ce contexte, il est plus important que jamais de soutenir la résilience des PMA. Reconnaisant les défis spécifiques auxquels ces pays sont confrontés, la communauté internationale a élaboré le Programme d'action de Doha pour les PMA, qui fixe plusieurs objectifs liés au commerce, y compris un meilleur accès aux marchés, un soutien pour le renforcement des capacités commerciales et la mise en œuvre des accords et des flexibilités convenus à l'OMC.

La dynamique actuelle en faveur de l'approfondissement et de la diversification des chaînes d'approvisionnement offre d'importantes possibilités aux PMA en mesure d'attirer des investissements orientés vers les exportations. Grâce à des réformes efficaces au niveau national, soutenues par la communauté internationale, ils peuvent s'engager sur la voie de la re-mondialisation. Les projets du CIR les y aident déjà.

Au Togo par exemple, la production de soja a été multipliée par dix entre 2015 et 2022, donnant lieu à des exportations vers des pays comme l'Inde ou le Viet Nam, et le secteur fournit désormais des revenus à plus de 700 000 personnes.

En continuant à soutenir l'intégration du commerce inclusif dans les documents d'orientation nationaux, le CIR aide les PMA à faire en sorte que les femmes, les jeunes et les micro, petites et moyennes entreprises ne soient pas laissés pour compte.

Le commerce numérique est un autre moteur de croissance potentiel, même si les PMA ont connu des difficultés dans ce domaine: alors que les exportations mondiales de services numériques ont augmenté en moyenne de 8,6% entre 2015 et 2022, celles des PMA sont restées à la traîne, ne progressant que de 4,0% par an. Le CIR travaille avec les PMA pour les aider à exploiter les possibilités offertes sur les marchés internationaux et à déployer des solutions numériques pour faciliter le commerce et l'investissement. Par exemple, le Bhoutan a numérisé la facilitation de l'investissement, grâce à un portail en ligne qui détaille les procédures réglementaires pour les investisseurs nationaux et étrangers. Le Vanuatu, en mettant en place un guichet unique numérique pour les formalités administratives liées au commerce, a amélioré l'efficacité de l'appui pour les douanes et le commerce électronique.

Le CIR aide également les PMA à faire face au changement climatique et à d'autres risques environnementaux. Le nouveau fonds pour les pertes et dommages adopté l'année dernière lors de la COP27 à Charm el-Cheikh complétera les travaux menés dans le cadre du CIR pour relier les priorités en matière de commerce et de changement climatique. En Haïti par exemple, le CIR œuvre à la fois pour l'adaptation des écosystèmes côtiers au changement climatique et pour assurer des moyens de subsistance durables aux pêcheurs locaux.

Alors que les PMA sont confrontés à des difficultés multiples, les flux d'Aide pour le commerce qui leur sont

destinés ont diminué pour la troisième année consécutive. L'aide publique au développement se faisant de plus en plus rare, le CIR s'efforce d'ancrer les projets commerciaux prioritaires dans les budgets nationaux et de renforcer la capacité des ministères du commerce d'établir des projets de qualité susceptibles d'être financés, avec les donateurs, le secteur privé et les budgets nationaux.

Étant donné que les PMA ont besoin de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et de saisir de nouvelles opportunités pour stimuler la croissance et le développement, j'invite les Membres de ce partenariat à donner la priorité à une vision

renouvelée de l'appui spécifique aux capacités commerciales de ces pays.

Je voudrais remercier chacun des partenaires clés du CIR: les donateurs du Fonds d'affectation spéciale et des projets nationaux pour leur générosité, les organisations partenaires pour leur collaboration efficace et, surtout, les PMA pour leur engagement sans faille. Nous devons continuer à travailler ensemble pour qu'aucun PMA ne soit laissé pour compte.

Dr Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice générale de l'OMC

Message du Président du Comité directeur du CIR



© Mission permanente de la Suède

De manière générale, l'année 2022 a été remarquablement mouvementée. Nous avons enfin été témoins de la fin progressive de la pandémie de COVID-19. Cependant, alors que nous nous acheminions tous vers une sorte de «normalité», la crise suivante nous a frappés quand a éclaté en Europe une guerre impliquant deux des principaux exportateurs de farine, d'huile et de graines de tournesol, ainsi que de maïs, de blé et d'engrais, ce qui a fait redouter l'imminence

d'une crise alimentaire. Les craintes se sont encore aggravées lorsqu'une crise énergétique et une grave inflation sont venues s'ajouter peu de temps après.

Sur une note positive, malgré ces multiples crises - ou peut-être à cause d'elles -, les Membres de l'OMC ont pu se mettre d'accord sur un ensemble de résultats lors de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC en juin, ce qui constitue une bonne nouvelle pour la coopération multilatérale au moment où nous en avons le plus besoin. Fin juillet, l'OMC a accueilli l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2022, un événement particulièrement important pour le CIR, car le programme arrive à la fin de sa deuxième phase et les pays partenaires se tournent maintenant vers l'avenir d'une éventuelle troisième phase du programme. Au moment où j'écris ces lignes,

je suis incertain quant à l'avenir du CIR. Cependant, j'ai entendu beaucoup de commentaires positifs - en particulier de la part de mes collègues des PMA - sur l'impact des projets du CIR. J'espère que cette vision positive du CIR sera un fil conducteur pour les années à venir.

Pour ma part, je quitterai mon poste à Genève dans le cadre d'une rotation en août 2023 et, par conséquent, je quitterai le Comité directeur du CIR. Mon expérience en tant que Président a été immensément enrichissante et j'aimerais adresser des remerciements particuliers à tous les PMA, aux pays contributeurs et aux autres parties prenantes pour ces deux dernières années.

S.E. M. Mikael Anzén,
Ambassadeur et Représentant permanent de la Suède auprès de l'OMC

Message du Président du Conseil du CIR



L'année 2022 a été une année intense pour le partenariat du CIR entre les PMA, les donateurs et les organisations internationales. Ensemble, nous avons conclu l'évaluation du CIR, qui a fourni des éléments probants sur les impacts et les enseignements tirés. Sur la base des conclusions de l'évaluation du CIR, le Conseil du CIR a augmenté la fréquence de ses réunions, avec un dialogue et une mobilisation accrues.

L'accent mis par le CIR sur l'autonomisation économique des femmes a continué à porter ses fruits en 2022, les femmes représentant désormais 61% de l'ensemble des bénéficiaires. En outre, le nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui ont été soutenues par le CIR a augmenté au cours de l'année est passé de 16 878 à 19 385. Avec une attention particulière portée sur les femmes et ces petites entreprises, les investissements du CIR sont inclusifs et se concentrent sur ceux qui en ont le plus besoin. Le CIR continue de promouvoir l'intégration du commerce dans les politiques, un processus facilité par les résultats obtenus grâce à des changements catalytiques au niveau des capacités de production.

Je tiens à remercier les Membres du Conseil du CIR, ainsi que leurs pays et entités respectifs, pour leur dévouement et leur implication. Merci également au Secrétariat exécutif du CIR (SE) et au Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS), qui ont travaillé sans relâche pour veiller à ce que les projets et les processus mis en œuvre dans le cadre de l'initiative continuent de produire des résultats dans les PMA. L'année 2023 sera déterminante pour la clôture de la phase actuelle du programme ainsi que pour les discussions sur l'avenir de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA.

S.E. M. Yackoley Kokou Johnson

Ambassadeur et Représentant permanent de la République togolaise auprès de l'OMC

Message du Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR



En dépit de la multitude de turbulences auxquelles les PMA ont dû faire face en 2022, le CIR a atteint ou dépassé 80% de ses objectifs pour l'année et a largement dépassé les objectifs du programme dans un certain nombre de cas.

A travers ce rapport, nous avons tenté d'expliquer comment le CIR a réussi à tirer parti des partenariats en les associant à l'appropriation par les pays pour faire avancer les choses dans les domaines de l'intégration du commerce, de la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des projets, du renforcement des capacités institutionnelles et productives et de l'intégration des PMA dans le commerce mondial et régional.

Nous avons également inclus pour la première fois un aperçu de la contribution du CIR à la sécurité alimentaire, tout en continuant à mettre l'accent sur le soutien à l'autonomisation économique des femmes, à la

réduction de la fracture numérique et à l'avènement d'un monde plus vert. Au cours de l'avant-dernière année d'activité de la Phase Deux du CIR, la clôture en temps voulu des projets en cours et l'accent mis sur les résultats ont été d'une importance capitale.

Je tiens à exprimer ma gratitude aux donateurs du CIR pour leur généreux soutien, ainsi qu'à nos partenaires et aux équipes dans les pays qui ont travaillé sans relâche avec l'équipe du SE et du GFAS pour aboutir à des résultats et avoir de l'impact.

Ratnakar Adhikari,

Directeur exécutif, Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

Gouvernance

Comité directeur du CIR

Le Comité directeur du CIR (CDCIR) réunit toutes les parties prenantes du programme: PMA, organisations partenaires et donateurs. C'est un cadre propice à la transparence et à l'échange de renseignements, où des mises à jour sont communiquées sur la mise en œuvre et l'efficacité du CIR et de ses objectifs généraux.

En 2022, deux réunions du CDCIR ont rassemblé des participants d'horizons divers, le 6 juillet et le 1^{er} décembre. Durant ces réunions, sous la présidence de S.E. M. Mikael Anzén, les participants ont réaffirmé le rôle majeur du CIR pour la mise en place de structures institutionnelles durables

permettant de coordonner l'Aide pour le commerce et l'intégration plus large du commerce. De tels investissements sont essentiels pour produire des résultats durables et mobiliser un soutien bien au-delà du financement initial du CIR. Les PMA ont échangé des expériences et des enseignements provenant de leurs secteurs bénéficiaires d'un soutien du CIR, comme la promotion de l'investissement, le financement de l'action climatique, le commerce électronique et le tourisme. Grâce à ces riches échanges, les participants de l'ensemble du partenariat ont pris connaissance du large éventail de soutien adapté qu'offre le CIR.

« Il est très utile pour les partenaires du CIR de mieux connaître des exemples concrets concernant l'impact du CIR sur le terrain et la durabilité des efforts déployés. Une partie importante des réunions du Comité directeur est consacrée au recueil de ces retours positifs, et à la réflexion sur les aspects à améliorer. »

– **S.E. M. Mikael Anzén**, Président du CDCIR, Ambassadeur et Représentant permanent de la Suède auprès de l'OMC

Conseil du CIR

Le Conseil du CIR guide la mise en œuvre globale du programme et se compose de représentants des PMA, des donateurs et des organisations partenaires. En 2022, il a tenu deux réunions formelles, en juin à Lusaka (Zambie) et en novembre à Genève (Suisse). Le Conseil du CIR a également participé à une retraite en avril pour prendre acte de la récente évaluation du CIR et a tenu

deux réunions informelles en juin et septembre. Ses décisions ont porté sur la clôture effective de la Phase Deux (2016-2024) du programme, la réponse de la direction à l'évaluation du CIR, l'élaboration d'un Document d'options pour l'avenir de l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA, et un mécanisme pour l'utilisation du solde des fonds de la Phase Deux.

Hommage à l'Ambassadeur Samba



En septembre 2022, l'une des personnalités majeures du programme du CIR a malheureusement disparu: il s'agissait de l'Ambassadeur Léopold-Ismaël Samba. Représentant permanent de la République centrafricaine auprès de l'OMC depuis 2007 et Coordonnateur du Groupe des PMA en 2018, il était devenu en septembre 2021 Président du Conseil du CIR, où il avait encore assis sa réputation de défenseur de l'autonomisation des PMA, pour une participation plus efficace au système commercial mondial.

On se souviendra aussi de l'Ambassadeur Samba pour ses contributions considérables à l'orientation stratégique et programmatique du CIR à des moments particulièrement cruciaux, ainsi qu'à l'amélioration du programme lui-même pour répondre à l'évolution rapide des réalités commerciales dans les PMA. Sa grande sagesse et sa défense des intérêts des pays africains, et plus largement des PMA, seront vivement regrettées.

Aperçu du CIR en 2022

“ L'accent mis par le CIR sur l'autonomisation économique des femmes a continué à porter ses fruits en 2022, les femmes représentant désormais 61% de l'ensemble des bénéficiaires.

– S.E. M. Yackoley Kokou Johnson,
Ambassadeur et Représentant permanent de la République togolaise auprès de l'OMC

“ Face à la polycrise..., il est plus important que jamais de soutenir la résilience des PMA.

– Dr Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice générale de l'OMC



1

4 nouvelles politiques et stratégies commerciales nationales élaborées (56 à ce jour) en plus des stratégies nationales spécifiques à la ZLECAf, contribuant à une participation accrue des PMA au commerce mondial et régional.

Des Unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO) renforcées et mieux intégrées, avec par exemple l'UNMO de la RDP lao qui supervise 75 millions d'USD de projets pluriannuels en 2022.

2



3

Des capacités humaines et institutionnelles améliorées, avec un projet développé par l'UNMO au Sénégal qui a obtenu 3 millions d'USD provenant du budget national, tandis qu'au Vanuatu les revenus ont augmenté de 400% dans les 6 ans jusqu'en 2022 avec la modernisation des douanes.

5 nouveaux plans nationaux de développement (PND) en 2022 ont intégré les priorités commerciales grâce au soutien du CIR, y compris le soutien à la création du Plan national de développement axé sur la relance verte en Gambie (48 pays du CIR ont intégré le commerce dans leur PND).

4





5

19 actions dans le cadre des projets du CIR en faveur d'un monde plus vert, y compris la promotion d'un secteur de la pêche artisanale plus durable en Haïti.

25 initiatives en matière de commerce électronique lancées dans le cadre de projets du CIR, y compris au Népal, où le CIR a soutenu une nouvelle législation sur le commerce électronique et l'intégration de plus de 380 MPME au sein d'une nouvelle plate-forme de commerce électronique.

6



7

24 actions en faveur d'une meilleure sensibilisation au genre et au commerce, y compris la remise des diplômes de la première série de participantes à l'école de cadres destinée aux femmes soutenue par le CIR au Timor-Leste, lors d'un événement présidé par le Président du pays.

Augmentation de la production et des exportations, pour lesquelles le soutien du CIR a par exemple permis de multiplier par 10 le volume de soja produit au Togo au cours des sept dernières années, avec une estimation de plus de 120 000 emplois créés en 2022.

8



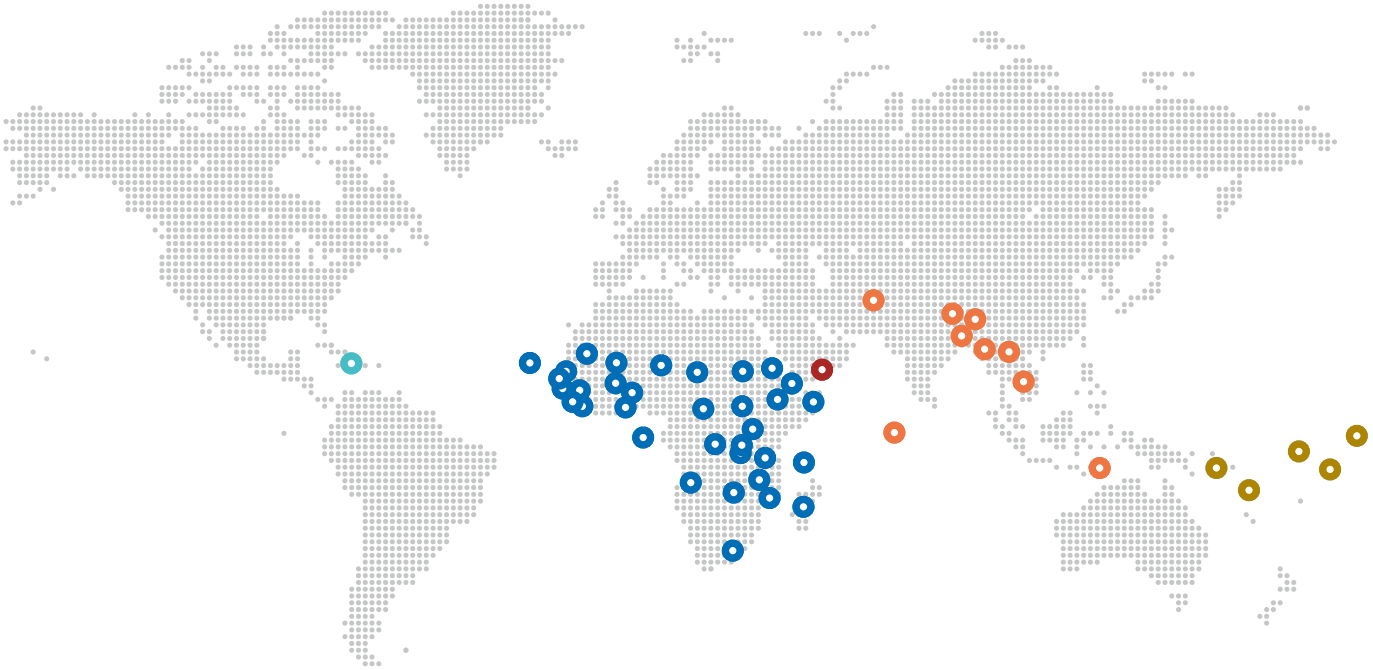
9

115 projets mis en œuvre dans 44 pays au cours de l'année, soutenus par des innovations dans la gestion des programmes, notamment un tableau de bord visuel de clôture de phase dans le Système de gestion de l'information du CIR.

“Le CIR a atteint ou dépassé 80% de ses objectifs pour l'année et a largement dépassé les objectifs du programme dans un certain nombre de cas.

– **Ratnakar Adhikari**, Directeur exécutif, SE

Zones d'intervention



AMÉRIQUES

Haïti

AFRIQUE

Angola
 Bénin
 Burkina Faso
 Burundi
 Cabo Verde*
 Comores
 Djibouti
 Érythrée
 Éthiopie
 Gambie
 Guinée
 Guinée équatoriale*
 Guinée-Bissau
 Lesotho
 Libéria
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Mozambique

Niger
 Ouganda
 République centrafricaine
 République démocratique du Congo
 Rwanda
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan
 Soudan du Sud
 Tanzanie
 Tchad
 Togo
 Zambie

MOYEN-ORIENT

Yémen

ASIE

Afghanistan
 Bangladesh
 Bhoutan
 Cambodge
 Maldives*
 Myanmar
 Népal
 RDP lao
 Timor-Leste

PACIFIQUE

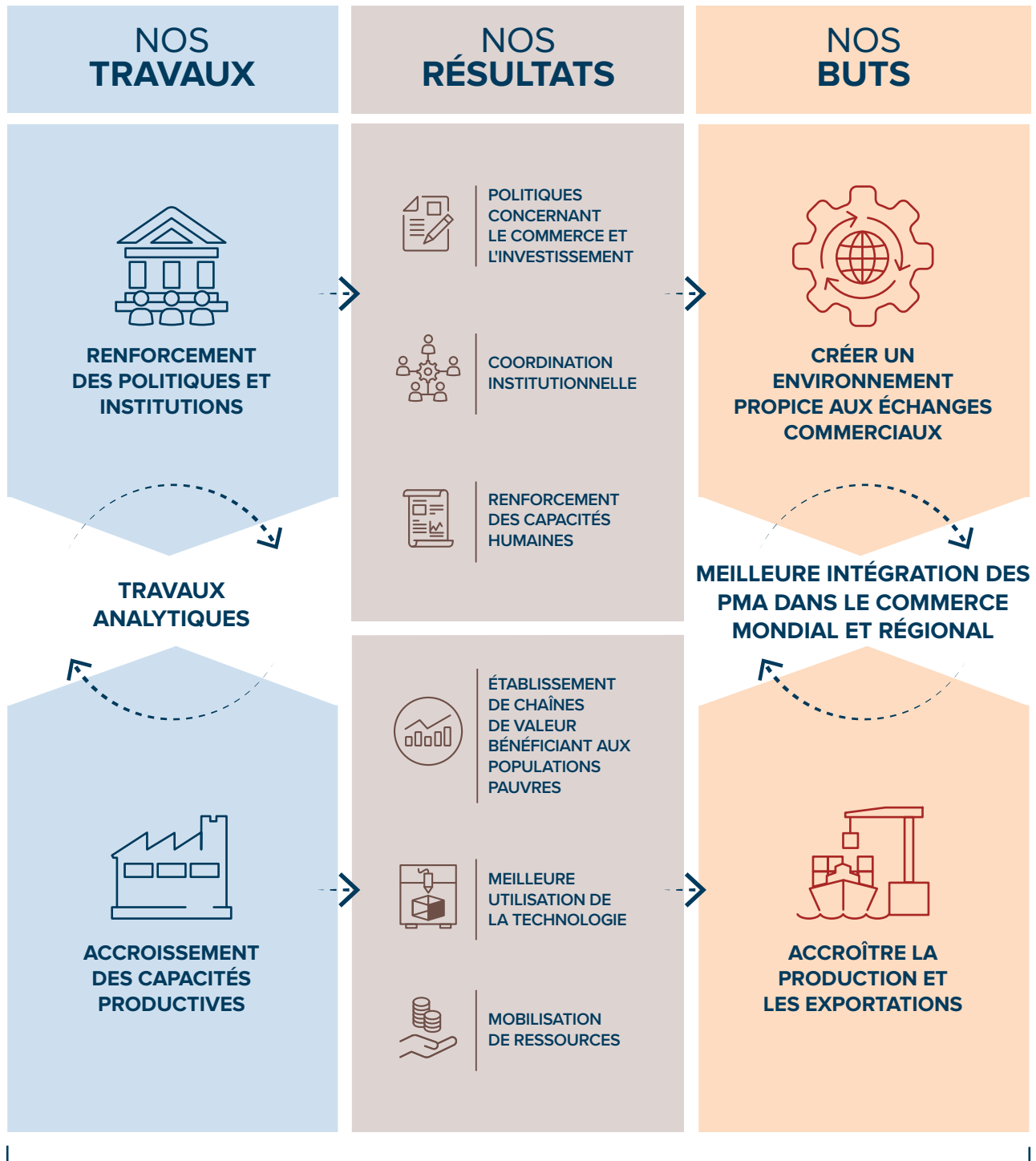
Îles Salomon
 Kiribati
 Samoa*
 Tuvalu
 Vanuatu*

Les pays énumérés en gris et en italique n'avaient pas de projets du CIR actifs en 2022 (Afghanistan, Cabo Verde, Érythrée, Maldives, République démocratique du Congo, Samoa et Yémen).

* Pays sortis de la catégorie des PMA.

Fonctionnement du CIR

LE COMMERCE INCLUSIF POUR UNE VIE MEILLEURE



PROCESSUS PILOTÉ PAR LES PAYS

PARTENARIATS MONDIAUX ET LOCAUX

1 Participation accrue des PMA au commerce mondial et régional

« Doter les PMA des moyens nécessaires pour se servir du commerce et de l'investissement afin de s'intégrer dans les échanges mondiaux dans une perspective de développement durable et de réduction de la pauvreté.

– Déclaration de principe du CIR

Les estimations préliminaires de l'OMC font état d'un bilan contrasté pour les PMA. En effet, leurs exportations totales ont augmenté de 30%, contribuant à une légère hausse de leur part dans le commerce total des marchandises (de 1,09% en 2021 à 1,15% en 2022), mais cela concerne en grande partie des produits pétroliers; la part des PMA dans les exportations de produits non pétroliers devrait diminuer pour la première fois depuis

plus d'une décennie, ce qui souligne l'importance d'un commerce assorti d'avantages inclusifs.

La participation accrue des PMA au commerce régional et multilatéral est au cœur de la mission du CIR, qui consiste à utiliser le commerce pour le développement et contre la pauvreté. En 2022, le CIR a fourni aux PMA un large soutien suivant des modalités adaptées à leur parcours d'intégration commerciale. Contribuant au résultat stratégique du CIR quant à un environnement amélioré pour la croissance inclusive et durable au niveau du commerce multilatéral, certains pays se sont rapprochés plus que jamais d'une accession à l'OMC, tandis que d'autres ont considérablement

renforcé leur capacité de s'engager plus pleinement dans le cadre de l'OMC et de ses processus. Dans le même temps, les travaux du CIR pour l'intégration commerciale régionale ont fait augmenter la participation des PMA à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et ont élargi les possibilités commerciales régionales dans le Pacifique, y compris grâce à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontières sans papier en Asie et dans le Pacifique. La présente section donne un aperçu des faits saillants pour 2022 en ce qui concerne l'intégration commerciale multilatérale et régionale.



© Ollivier Girard/CIR



59 actions menées par le biais de projets du CIR en faveur de la participation des PMA au commerce mondial et régional en 2022.

Intégration commerciale multilatérale des PMA



© Inga Chilashvili/CIR

“ Le CIR joue un rôle important pour l'accèsion du Timor-Leste à l'OMC... Ce soutien a permis à notre pays de travailler avec d'autres parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile.

– S.E. M. Joaquim Amaral,
Ministre du commerce, Timor-Leste

Article relatif au reclassement du Timor-Leste:

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Accélération des processus d'accèsion des PMA à l'OMC

Le soutien du CIR a contribué à faire avancer les processus d'accèsion de plusieurs PMA à l'OMC en 2022. Le **Timor-Leste** a ainsi franchi des étapes importantes grâce au soutien du CIR pour le bon fonctionnement du Groupe de travail de l'accèsion et de la Commission interministérielle, ainsi que pour la création en 2022 du Secrétariat national pour l'accèsion à l'OMC. Les travaux menés par le CIR en 2022 ont aussi soutenu l'accèsion du pays au moyen de consultations stratégiques aux niveaux national et international visant à accélérer le processus, de mesures de sensibilisation au niveau municipal, et de traductions de textes législatifs. En outre, le CIR a facilité l'organisation de réunions de partenaires de développement à Dili et à Genève, ce qui a enclenché des progrès significatifs pour l'assistance technique en vue de l'accèsion.

Aux **Comores**, le CIR a soutenu la finalisation de l'offre en matière d'accès aux marchés pour les marchandises et les services, et la mise à jour de la législation sur le commerce extérieur. En **Somalie**, le CIR a aidé à doter des fonctionnaires de compétences et de connaissances plus poussées concernant le processus d'accèsion. En parallèle, les réformes commerciales visant à soutenir l'accèsion de l'**Éthiopie** à l'OMC ont modérément progressé en 2022: le processus formel d'accèsion était bloqué en raison du conflit interne, mais un accord de paix a été conclu en novembre 2022. Avant le récent conflit, le CIR a soutenu le gouvernement éthiopien tout au long des quatre premiers cycles de négociations d'adhésion à l'OMC, et l'équipe du CIR se prépare à apporter encore un soutien en 2023. Au **Soudan**, le CIR a financé une évaluation de l'impact et une série de dialogues nationaux sur des questions clés liées à l'accèsion, y compris dans le domaine de l'agriculture.

“ Le financement du CIR complète les investissements de la Banque mondiale en Somalie, en renforçant les capacités humaines en vue d'une intégration axée sur le commerce et de l'adhésion à l'OMC.

– Pierre Sauvé, Spécialiste senior du commerce, Banque mondiale

Collaboration avec la Banque mondiale en faveur de l'accession de la Somalie à l'OMC

La **Somalie** est le pays qui a le plus récemment commencé à tirer parti des ressources du CIR, et ce grâce à un partenariat avec la Banque mondiale. Dans le cadre d'une collaboration avec le Centre de formation aux politiques commerciales en Afrique

(TRAPCA), un groupe d'une trentaine de fonctionnaires gouvernementaux a suivi une formation en 2022 sur des sujets clés liés à l'accession à l'OMC. Certains de ces fonctionnaires sont inscrits à des cours avancés de politique commerciale internationale et de droit commercial offerts par le TRAPCA conjointement avec l'Université de Lund, en collaboration avec le gouvernement suédois.

Soutien aux politiques commerciales en République centrafricaine et en Haïti

En 2022, le CIR a joué un rôle déterminant pour finaliser des documents de politique commerciale dans les pays suivants: **Haïti, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Togo et Tuvalu**. L'achèvement de la politique centrafricaine avait été mis en suspens du fait des perturbations liées à la COVID-19, mais le CIR a aidé à mener le processus à terme; le document d'orientation très complet offrira des apports essentiels pour

l'examen de la politique commerciale de la République centrafricaine à l'OMC (prévu pour septembre 2023), et il témoigne des aspirations régionales du pays.

Malgré de grandes difficultés en matière de sécurité nationale en 2022, **Haïti** a finalisé son document de politique commerciale, élaboré avec le soutien du CIR. Cette politique s'accompagne de l'élaboration d'un recueil de tous les instruments juridiques relatifs à l'investissement et au commerce. Un projet de loi du Ministère du commerce et de l'industrie a également été

 labor  pour soutenir la gestion institutionnelle de la participation d'Haïti dans le cadre de l'OMC, de la Communauté des Caraïbes et de l'Accord de partenariat économique. Le CIR a aussi soutenu la mise en place du Centre de référence de l'OMC, y compris la formation de fonctionnaires pour une connaissance plus approfondie des questions commerciales. De même, un règlement a été élaboré pour l'intégration de l'UNMO haïtienne en tant qu'unité technique du Ministère (voir plus loin la section consacrée aux UNMO).

Collaboration avec l'OMC pour remédier aux contraintes du côté du financement du commerce dans les PMA et soutenir une transition harmonieuse au sortir de la catégorie des PMA

En plus d'accueillir le SE et d'appuyer les activités et réunions courantes du CIR, l'OMC est partenaire de plusieurs initiatives, qui portent sur des domaines aussi variés que l'analyse du reclassement des PMA ou les liens entre commerce

et adaptation au changement climatique. L'Organisation a fourni par exemple des examens et contributions techniques pour les études diagnostiques sur l'intégration du commerce ( DIC) du CIR, et sur les aspects liés au financement du commerce. Parmi les  DIC en cours ou achevées en 2022, le Secrétariat de l'OMC a contribué à celles du **Bhoutan**, de l'**Ouganda**, de la **RDP lao** et du **Soudan du Sud** (sont à venir notamment la **République centrafricaine** et la **Zambie**).



Les initiatives du CIR ont débouché sur 15 actions menées pour améliorer la participation au commerce régional en 2022 (127 au total).

Formation technique et soutien pour une meilleure participation au niveau multilatéral

Tout au long de l'année, le CIR a contribué à doter des fonctionnaires en **Gambie** des capacités techniques nécessaires pour mieux participer au système de l'OMC. Par le biais de la formation de 118 fonctionnaires (dont 83 femmes), huit notifications formelles ont été présentées à l'OMC. Le CIR a également aidé le **Mozambique** à intensifier ses efforts pour mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en mettant à jour le Plan d'action national en la matière. Des travaux ont aussi commencé pour élaborer une stratégie d'exportation nationale, un guide des négociations commerciales, un ensemble d'outils sur l'accès aux marchés, et une base de données sur les statistiques du commerce

international. Au **Sénégal**, le CIR a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pour le commerce électronique dans le cadre d'un comité directeur et d'un groupe de travail; ces efforts ont donné lieu à un dialogue interministériel concernant la participation du pays aux négociations de l'initiative conjointe de l'OMC sur le commerce électronique. À l'appui de la mise en œuvre de l'AFE de l'OMC, le CIR a complété le soutien existant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour la formation des membres du Comité sénégalais de la facilitation des échanges à l'outil «Reform Tracker», ainsi que pour des activités de sensibilisation sur les obstacles non tarifaires (ONT), y compris l'élaboration et la distribution de matériel didactique sur les ONT, le but étant de remédier à ces obstacles pour les entreprises.



Participation accrue au commerce régional

Renforcement des capacités pour la participation à la ZLECAf

En partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque islamique de développement et la Société internationale islamique de financement du commerce, le CIR a progressé en 2022 s'agissant de renforcer les capacités de PMA africains à participer effectivement à la ZLECAf.

Officiellement lancé en mars 2022, ce soutien adapté a déjà porté ses fruits. Au **Togo** par exemple, des

engagements concernant les services ont été présentés dans cinq secteurs prioritaires: services financiers, communications, transports, services professionnels et tourisme. Plus généralement, les mesures de renforcement des capacités ont ciblé les parties prenantes nationales dans le domaine de la facilitation des échanges: en 2022, au total 500 fonctionnaires gouvernementaux du secteur commercial (par exemple, douaniers et chargés des questions commerciales) et 600 représentants du secteur privé et de la société civile ont ainsi été formés au **Burkina Faso**, en **Guinée**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**; en

complément, ont été élaborés des manuels de sensibilisation sur la ZLECAf, des stratégies sectorielles, des études d'impact, des stratégies de communication et des études relatives à la facilitation des échanges.

Par ailleurs, le CIR a travaillé dans le cadre de projets distincts avec d'autres pays, comme la **République centrafricaine**, le **Rwanda** et la **Tanzanie**, pour élaborer une stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf et a soutenu le lancement d'un nouveau poste frontalier unique financé par la Banque africaine de développement entre le Malawi et la Zambie.

Cliquez/scannez pour en savoir plus



Progrès en matière de facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest

Avec le soutien de la CNUCED comme partenaire, le CIR a promu la mise en œuvre de l'AFE de l'OMC au **Bénin**, au **Burkina Faso**, au **Niger** et au **Togo**. Il s'agissait en particulier d'évaluer l'état des notifications à l'OMC et d'identifier, avec les comités nationaux de la facilitation des échanges et les partenaires, des articles de l'AFE prioritaires pour la mise en œuvre. Le déploiement des guichets uniques se poursuivant dans les pays bénéficiaires, le CIR

appuie une stratégie concertée pour des guichets uniques interconnectés suivant des processus normalisés. En outre, un groupe de travail bilatéral et sous-régional a été établi pour échanger des renseignements sur les expériences pratiques et les obstacles rencontrés concernant le transit routier entre les États; c'est en réponse à cette situation complexe que le CIR a soutenu en 2022 la réalisation d'une étude intitulée «Transport and Transit Facilitation Systems: Lessons from Regional Transport and Transit Systems in Africa».



Vers un écosystème commercial global pour les Tuvalu

En 2022, le CIR a aidé les **Tuvalu** à accéder à plusieurs instruments internationaux. Par exemple, c'est suite à une évaluation de l'état de préparation soutenue par le CIR et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) que les Tuvalu ont rejoint l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontières sans papier en Asie et dans le Pacifique – un traité des Nations Unies qui vise à accélérer la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges

numériques pour le commerce et le développement. En outre, le CIR a soutenu l'accession des Tuvalu à la Convention sur les communications électroniques, qui vise à renforcer la sécurité juridique et la prévisibilité commerciale dans les cas où des communications électroniques sont utilisées pour les contrats internationaux. Parmi les autres réussites des Tuvalu soutenues par le CIR figurent l'obtention du statut d'observateur auprès de l'Accord de partenariat économique intérimaire entre l'Union européenne et les États du Pacifique, l'élaboration et le lancement d'une stratégie nationale de développement du commerce,

le lancement d'une politique pour le tourisme durable, et un financement additionnel pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de commerce électronique.

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Promotion de l'intégration des PMA dans l'ASEAN

Le **Cambodge** et la **RDP lao** ont engagé des dialogues stratégiques, des évaluations des besoins et des initiatives de formation avec un financement du CIR et le soutien de la CNUCED en tant que partenaire. L'initiative a aussi utilisé ses liens

avec l'Université nationale de Singapour et la Banque asiatique de développement pour mobiliser leur expertise. Le projet a sollicité un soutien additionnel pour amplifier ces interventions, portant sur la mise en œuvre du Partenariat économique régional global, les difficultés liées au commerce électronique, les questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) et

le reclassement des PMA. Le CIR a également soutenu la présentation d'une proposition de cumul élargi à l'Union européenne (UE) et au Royaume-Uni, une proposition concernant les règles d'origine pour le Système généralisé de préférences du Japon, et un manuel sur les ALE de l'ASEAN concernant l'accès aux marchés.

Reclassement des PMA: récits d'une transition sans heurts

Seize PMA sont à différents stades de leur reclassement et ont besoin de mesures de soutien international pour assurer une transition sans heurts vers un changement de catégorie durable et irréversible.

Le CIR, qui garantit un soutien aux PMA pendant cinq ans après leur reclassement, œuvre avec ces pays sur de nombreux fronts, notamment des travaux analytiques, tels que les EDIC avec un accent particulier sur le reclassement; des études sur les impacts commerciaux du reclassement des PMA dans 17 pays; et une étude sur les textiles et les vêtements dans les PMA asiatiques en voie de reclassement publiée conjointement avec l'ITC, la CNUCED et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU en 2022.

Accords commerciaux en expansion au Cambodge

La Stratégie rectangulaire phase IV du Cambodge, qui fait partie du Plan national de développement stratégique, 2019-2023, envisage la conclusion d'un accord de libre-échange avec différents partenaires commerciaux afin de garantir l'accès au marché après la sortie du pays de la catégorie des

Plus important encore, il faut renforcer les capacités de production et aider les PMA à améliorer leur compétitivité, ce qui est accompli par le biais d'un soutien spécifique à des PMA aussi divers que le **Bangladesh**, le **Bhoutan**, le **Cambodge**, les **Comores**, **Djibouti**, les **Îles Salomon**, la **République démocratique populaire lao**, le **Sénégal** et la **Zambie**. En outre, la réduction des coûts du commerce pour aider les PMA à surmonter les impacts de l'érosion des préférences en mobilisant l'investissement privé, y compris l'investissement étranger direct (IED), a été le principal objectif des interventions du CIR dans la plupart des pays en voie de reclassement et des pays ayant récemment changé de catégorie, comme le **Vanuatu**.

PMA. Le Cambodge a ainsi ratifié l'Accord de partenariat économique régional global en 2022. À cette fin, l'appui institutionnel du CIR a été utilisé pour la traduction du texte juridique de l'Accord afin de faciliter la procédure interne de ratification de l'Accord.

Les accords bilatéraux de libre-échange signés avec la Chine et la Corée du Sud sont entrés en

À titre d'exemple, il convient de citer le soutien continu apporté à quatre PMA asiatiques en voie de reclassement afin de les aider à mettre en œuvre l'Accord-cadre sur le commerce transfrontières sans papier en partenariat avec la CESAP-ONU; et le soutien fourni à tous les PMA en voie de reclassement en ce qui concerne la promotion de l'investissement en partenariat avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) et des organismes des Nations Unies tels que le Bureau international du Travail, la CNUCED, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'ONU-OHRLLS. D'autres exemples spécifiques à différents pays sont présentés ci-dessous.

vigueur respectivement en janvier et en décembre 2022. Au cours de l'année, l'aide du CIR a également été utilisée pour engager un conseiller afin de faciliter la négociation de l'Accord de partenariat économique global entre le Cambodge et les Émirats arabes unis, qui doit être conclu en 2023.

Facilitation des investissements au Bhoutan

Avec le soutien du CIR et en collaboration avec la CNUCED, le **Bhoutan** a élaboré et lancé un portail de réglementation électronique - un portail en ligne contenant des informations et des procédures relatives au commerce, à l'investissement et à la construction. Le portail - qui est accessible en

100 langues - figure également sur les sites Web des missions et ambassades du Bhoutan à l'étranger.

Entre le lancement du portail au moment de la pandémie (novembre 2020) et août 2022, la Division de l'investissement étranger au sein du Ministère de l'industrie a pu approuver rapidement 104 projets d'investissements nationaux et d'IED d'une valeur de 30,2 milliards

de BTN (365 millions d'USD). La personne en charge de la gestion du portail ayant reçu une formation dans le cadre du programme CIR-WAIPA mentionné ci-dessus sur la promotion de l'investissement a également contribué à une meilleure compréhension des exigences des investisseurs et à l'adaptation du portail à leurs besoins et priorités.



© CIR

Centre pour l'innovation, l'efficacité et la sécurité au travail du Bangladesh

Le **Bangladesh** a une stratégie claire pour diversifier le secteur de l'habillement et progresser dans la chaîne de valeur face à l'érosion des préférences. Le 18 novembre 2022, l'Association des fabricants

et exportateurs de vêtements du Bangladesh a lancé son Centre pour l'innovation, l'efficacité et la sécurité au travail avec le soutien du CIR et d'autres partenaires.

Le Centre fera office de pôle de connaissances en matière de technologies avancées, notamment l'industrie 4.0, les meilleures

pratiques commerciales mondiales dans le secteur de l'habillement et les dernières tendances du secteur mondial de la mode, afin d'aider ses entreprises membres à adopter la technologie numérique, à renforcer la compétitivité et l'efficacité, à réduire les coûts du commerce et à améliorer la conformité avec les normes sociales/environnementales.

Fonctionnalité élargie du guichet unique national de Vanuatu

En termes de réduction des délais et des coûts du commerce, le système de guichet unique électronique mis en place avec le soutien du CIR et de partenaires, dont l'Australie, a donné des résultats notables. L'initiative a contribué à réduire les délais de traitement pour la délivrance des certificats de biosécurité de quatre à six jours à seulement 10 minutes.

En 2022, des modules supplémentaires visant à renforcer les contrôles environnementaux ont également été élaborés pour ce système, tels que des modules pour les substances appauvrissant la couche d'ozone; des appareils efficaces d'un point de vue énergétique et un module de fournitures au titre de l'aide humanitaire. Le gouvernement australien continue d'investir des ressources supplémentaires dans le système en mettant au point un système automatisé pour les envois de secours d'urgence.

Parallèlement, le Département des recettes douanières et fiscales du Vanuatu a fait état d'un résultat remarquable en termes d'augmentation des recettes annuelles recouvrées, qui sont passées d'environ 33 millions d'USD en 2016 à une valeur actuelle de 134 millions d'USD depuis la mise en œuvre du système de guichet unique électronique du Vanuatu. Impressionné par le succès de l'initiative, le Parlement du Vanuatu a récemment approuvé le budget pour la phase suivante du projet.

2 Renforcement de l'intégration des UNMO en 2022

“ La mise à l'échelle du financement catalytique par le CIR a été le résultat d'une mobilisation des efforts. L'UNMO a pu lever des fonds auprès d'autres partenaires de développement, notamment la Société islamique de financement du commerce.

– Zalhata Dahalani, Coordinatrice de l'UNMO aux Comores

L'intégration des UNMO dans les ministères du commerce des PMA a été élargie et approfondie en 2022.

Les UNMO sont des équipes techniques établies par les ministères pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs liés au CIR. Ce soutien comporte la coordination et la mise en œuvre de projets d'Aide pour le commerce, le déploiement d'un programme d'intégration du commerce et le secrétariat des principaux organismes de coordination multipartites.

Fin 2022, on comptait au total 46 UNMO établies dans les pays participant au CIR, dont 42 répondent désormais aux critères du CIR quant à leur intégration au sein des ministères du commerce. Cette intégration a été renforcée en 2022, puisqu'au moins trois ministères (**Djibouti, Soudan et Zambie**) ont adopté une décision gouvernementale formelle pour intégrer les fonctions des UNMO dans leurs structures existantes.



Modèles d'UNMO et exemples de réussites

En 2022, les UNMO ont contribué à inclure le commerce dans les documents nationaux de planification, à mettre en œuvre les projets du CIR et d'autres partenaires, et surtout à obtenir des ressources additionnelles pour le commerce auprès des gouvernements des PMA, des partenaires de développement et du secteur privé. L'intégration des UNMO prend généralement l'une des trois formes suivantes: unités composées entièrement de fonctionnaires gouvernementaux, unités hybrides composées de fonctionnaires et de personnel du projet, ou structures financées par les projets.

L'UNMO en **RCA**, qui a mené les efforts visant à intégrer le

commerce dans le Plan national de développement (PND), estime que ce processus a contribué à une augmentation de 16,7% du budget alloué au Département du commerce entre 2018 et à la fin de 2022.

En 2022, le Conseil des ministres de **Djibouti** est convenu d'intégrer pleinement l'UNMO dans l'organigramme du Ministère du commerce et a adopté une législation la rendant responsable de tous les projets commerciaux. Les membres du personnel de l'UNMO djiboutienne ont tous un contrat spécial qui stipule que le Ministère du commerce est entièrement responsable des membres du personnel du projet après achèvement, et qu'ils

seront intégrés dans le système gouvernemental. De même, le **Soudan** et la **Zambie** ont adopté des décisions ministérielles pour l'intégration des UNMO. En **Éthiopie**, l'UNMO a reçu un mandat pour mettre en œuvre d'autres projets au Ministère du commerce, et elle supervise désormais quatre nouveaux projets financés par d'autres partenaires de développement.



exclusivement gouvernemental (Département de la coopération internationale) a mis en œuvre en 2022 des projets d'une valeur de plus de 60 millions d'USD.

L'UNMO du CIR au **Rwanda** est entièrement composée de personnel financé par le projet; dans cette Unité individuelle de mise en œuvre de projets (UIMOP), établie en vertu d'une instruction prescrite à l'échelle du gouvernement, les frais de personnel sont partagés entre les projets participants. Outre les projets du CIR, en 2022 l'UIMOP a supervisé le Projet de facilitation des échanges commerciaux dans la région des Grands Lacs (soutenu par la Banque mondiale), le Projet pour la compétitivité de la chaîne de valeur de la viande (financé par la Banque africaine de développement), le soutien de la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) au Secrétariat de la ZLECAf, le soutien de la GIZ pour

la promotion de l'économie et de l'emploi, le projet transfrontières entre la **République démocratique du Congo** et le Rwanda (soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)), et l'initiative «Made in Rwanda» financée par le gouvernement rwandais lui-même. En 2022, le Coordonnateur de l'UNMO a été nommé Secrétaire permanent du Ministère du commerce. Le gouvernement rwandais a reconnu l'efficacité du modèle UNMO/UIMOP et a donné pour instruction à tous les autres ministères sectoriels de l'adopter pour mettre en œuvre efficacement l'aide au développement. Au **Mali**, l'UNMO s'occupe des investissements annuels de l'État dans le secteur commercial. Au **Vanuatu**, suite aux succès obtenus en 2022, le Ministère du commerce a demandé à la Commission des services publics d'accroître sensiblement les effectifs de l'Unité de gestion de l'Aide pour le commerce.

En **RDP lao**, une UNMO hybride a été établie avec le soutien du CIR, conjointement avec des partenaires qui financent un fonds national d'affectation spéciale multidonateurs pour la mise en œuvre des priorités commerciales identifiées dans l'ÉDIC. L'UNMO en RDP lao est officiellement responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures pour le soutien au titre de l'Aide pour le commerce et le développement du secteur privé. En 2022, elle a supervisé 14 projets pour une valeur totale de quelque 75 millions d'USD, allant d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs à l'accès au financement en passant par le soutien à l'intégration régionale. De même, au **Cambodge**, l'UNMO au personnel

Utilisation des UNMO par des partenaires pour la mise en œuvre des projets

“ Le STDF a bénéficié pour la mise en œuvre de ses projets de l'utilisation de structures nationales efficaces déjà établies par le CIR, à savoir les UNMO. C'est une démarche qui fait sens. Les projets du STDF peuvent ainsi être véritablement pilotés par les pays concernés.

– **Marlyne Hopper**, Cheffe adjointe et responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage du STDF

En 2022, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) – qui s'emploie à renforcer les capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux dans les pays en développement – a pu organiser l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet d'une valeur de 544 402 USD par l'intermédiaire de l'UNMO du **Burkina Faso**. Forte de son expérience et de ses capacités

en matière de conception et de gestion de projets, l'UNMO a mené des travaux avec les secteurs public et privé afin d'améliorer la qualité et la sécurité du maïs en vue de son exportation. Les interventions ont depuis été reproduites dans le secteur du sésame. Les UNMO d'autres pays, comme l'**Ouganda** et la **Zambie**, ont aussi aidé à mettre en œuvre et à compléter d'autres projets du STDF.



» Cliquez/scannez pour en savoir plus



COLLABORATION DU CIR AVEC LE STDF POUR FACILITER UN COMMERCE SÛR

Projets du STDF menés par des UNMO en 2022



Renforcement des capacités phytosanitaires de la Zambie pour l'exportation de végétaux (2018-2022)

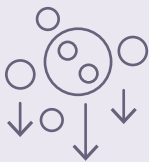
Résultats clés

- **Maintien de l'accès aux marchés** pour les myrtilles (Afrique du Sud) et les avocats (UE)
- **Élaboration d'un plan d'action** législatif, stratégie pour les activités futures de l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) de la Zambie, et programme régional de surveillance des organismes de quarantaine affectant des végétaux
- **Amélioration des compétences du personnel de l'ONPV** concernant les systèmes de réglementation phytosanitaire des exportations

“ Cette coopération a permis de réduire les délais de traitement et les coûts de transport, de renforcer les capacités d'inspection et de conquérir de nouveaux marchés pour les produits de l'horticulture et de la floriculture.

– **Francis Chama**, responsable chez York Farms, bénéficiaire du projet

Cliquez/
scannez pour
en savoir plus



Réduction de la contamination du maïs par les aflatoxines au Burkina Faso (2019-2022)

Résultats clés

- **Augmentation de 25%** de la quantité de maïs exportée
- **Baisse de 77%** de la contamination par les aflatoxines
- **Dialogue public-privé et coopération étroite** concernant les formations et la sensibilisation

Cliquez/
scannez pour
en savoir plus



Intégration des investissements SPS dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et d'autres cadres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (2018-2022)

Résultats clés

- **Utilisation du cadre P-IMA pour l'établissement de priorités** en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés dans quatre PMA (Éthiopie, Malawi, Ouganda et Rwanda) et au Kenya
- **Identification de plus de 60 options d'investissement** sur diverses chaînes de valeur, avec un rendement estimé de 6 milliards d'USD par an (pour un coût de 165 millions d'USD)
- **Intégration des résultats du cadre P-IMA** dans le programme régional pour la facilitation des échanges du COMESA
- **Engagement de partenaires régionaux**, y compris TradeMark Africa et l'UE, pour soutenir la mise en œuvre
- **Renforcement du dialogue public-privé** autour des priorités SPS

Cliquez/
scannez pour
en savoir plus



3 Renforcement des capacités humaines et institutionnelles

“ La contribution du CIR comporte deux volets: d'une part, le renforcement de la capacité des institutions gouvernementales à participer efficacement à la facilitation des échanges et à l'intégration régionale et, d'autre part, le renforcement de la compétitivité des exportations grâce à l'amélioration des compétences des acteurs clés.

– S.E. M. Pan Sorasak, Ministre du commerce du Cambodge

Dans le cadre de la mission du CIR consistant à soutenir le développement des PMA grâce à une meilleure intégration dans les systèmes commerciaux régionaux et mondiaux, la durabilité de tous les investissements occupe toujours une place centrale. Le renforcement durable des capacités ne se résume pas à la fourniture d'une formation et d'une expertise dans les domaines stratégiques. Il est tout aussi important de suivre un processus inclusif favorisant l'appropriation par les parties prenantes nationales et leur participation. L'approche

unique du CIR assure une pleine appropriation par les pays bénéficiaires, qui cofinancent eux-mêmes la plupart des projets. On trouvera dans cette section des exemples de la manière dont le CIR a œuvré dans ce sens en 2022.



© Simon Hess/CIR



Formation en 2022 de plus de 35 000 personnes dans des domaines liés au commerce, contribuant à l'élaboration de 17 politiques et réglementations.



4 nouvelles politiques commerciales (56 au total).

Accroissement des compétences pour l'accès aux ressources budgétaires nationales au Sénégal

Le 25 mars 2022, le Ministère du commerce du **Sénégal** a officiellement lancé un projet triennal visant à accroître la production de

noix de cajou et à stimuler l'offre à l'exportation de produits transformés de qualité. Grâce à des capacités techniques en matière d'élaboration et de mise en œuvre de projets, l'UNMO sénégalaise a réussi à obtenir du Ministère des finances 3,1 millions d'USD pour le projet. Sur plus de 200 projets présentés par

divers ministères, celui de l'UNMO est arrivé dans les 5 premiers: cela montre bien comment les efforts du CIR peuvent contribuer à renforcer les capacités pour l'élaboration de projets et à obtenir un budget national pour la mise en œuvre des priorités commerciales.

Capacités du Bhoutan en matière de négociations commerciales

En 2022, le **Bhoutan** a fait de grands progrès s'agissant de négocier des accords commerciaux, une dynamique positive émergeant de pourparlers avec le **Bangladesh** et la Thaïlande. Grâce à de nombreuses

activités de renforcement des capacités menées par le CIR, des fonctionnaires du Ministère des affaires économiques bhoutanais ont pu travailler avec les autorités bangladaises pour la négociation de l'Accord sur le trafic en transit et de son protocole. Cet accord a été signé entre les gouvernements du Bangladesh et du Bhoutan.

De même, un nouvel accord commercial avec la Thaïlande est envisagé, ce qui est inédit pour le Bhoutan en dehors de sa proche région d'Asie du Sud. Le projet a soutenu les négociations en vue d'un accès en franchise de droits et sans contingent pour les produits agricoles et non agricoles du Bhoutan.





Pays partageant leurs enseignements et expériences lors de l'atelier régional du CIR à Lomé, au Togo.

Apprentissage mutuel pour les pays du CIR

Les premières grandes activités organisées par le CIR en présentiel depuis le début de la pandémie de COVID-19 ont eu lieu au troisième trimestre 2022. Trois ateliers régionaux ont ainsi réuni 141 participants venus de 40 pays, offrant aux pays du CIR et aux partenaires de mise en œuvre

des projets une occasion exceptionnelle de se rencontrer et d'échanger sur les expériences, les difficultés et les enseignements. Un aspect essentiel des ateliers a été le temps consacré aux exposés des pays, qui ont présenté les bonnes pratiques et enseignements tirés dans des domaines comme la clôture efficace des projets, la durabilité des résultats, le suivi et l'évaluation (S&E), ou encore la communication.

Des experts extérieurs ont aussi fait part de leurs observations sur les processus d'évaluation et la mobilisation des ressources, en mettant l'accent sur la durabilité des mécanismes nationaux. Les participants ont souligné dans leurs commentaires la valeur de ces ateliers, et les évaluations ont montré que leurs connaissances avaient augmenté de 11% en moyenne sur les trois événements.

« L'atelier régional du CIR qui s'est tenu à Addis-Abeba nous a permis de prendre connaissance des meilleures pratiques et des impacts dans différents pays ... Dans le prolongement de cette activité, le Malawi a adopté l'approche du projet de l'Ouganda pour le secteur du tourisme, avec l'implication de parties prenantes publiques clés, ce qui a abouti à l'élaboration d'une proposition de projet.

– **Cuthbert Wadonda Chirwa**,
Économiste principal, Chef de la section
du suivi et de l'évaluation, Ministère du
commerce du Malawi



© Simon Hess/CIR

“ Mon séjour au Secrétariat exécutif a été utile et très bénéfique. C'est à ce jour ma plus belle expérience professionnelle – j'ai appris à travailler en synergie, avec un bon esprit d'équipe, en collaboration ouverte et dans un milieu culturel divers.

– **Elie Fenengai**, Responsable S&E, RCA (détachement CIR 2022)

Avantages procurés en 2022 par le programme de détachement du CIR en suivi, évaluation et apprentissage

Le programme de détachement du CIR a été lancé en 2020 pour renforcer les capacités des fonctionnaires chargés du S&E travaillant sur des projets liés au commerce dans les pays du CIR. Il est axé sur la formation intensive d'un nombre limité de fonctionnaires au moyen de détachements au Secrétariat exécutif du CIR à Genève. En 2022, deux personnes

– originaires de RCA et du Lesotho – ont participé à cette initiative. Actuellement, elles travaillent à l'élaboration d'un ensemble d'outils d'examen sur la durabilité pour une utilisation autonome par les pays du CIR, suite aux succès obtenus à cet égard au Sénégal et en Tanzanie. Il est à signaler qu'une personne précédemment détachée du Niger a récemment été promue au poste de Coordonnateur de l'UNMO, et a mis en œuvre dans l'intervalle une nouvelle solution numérique de suivi, évaluation et apprentissage (SEA).

“ Le détachement a répondu à mes attentes, car j'ai acquis de nouvelles compétences en matière de S&E que je pourrai utiliser dans mon pays pour différents projets. L'échange constant d'idées et de compétences m'a appris à bien travailler en équipe. Après cette expérience à Genève, je vais pouvoir aider mes collègues en organisant des ateliers et des formations pour partager ce que j'ai appris.

– **Tello Edward Mosiuoa**, Responsable S&E, Lesotho (détachement CIR 2022)



4

Intégration du commerce

« L'Éthiopie est devenue membre de la ZLECAf régionale et a commencé à mettre en œuvre l'accord. Elle déploie également tous ses efforts pour accélérer le processus d'adhésion à l'OMC.

Parallèlement, l'Éthiopie s'efforce d'adhérer au COMESA. Dans tous ces efforts, le soutien du CIR a été déterminant et nous sommes reconnaissants au Secrétariat du CIR pour son soutien continu.

S.E. M. Kassahun Gofe Balami,
Ministre d'État, Ministère du commerce et de l'intégration régionale de l'Éthiopie

Pour que les PMA puissent tirer pleinement parti du commerce, ils doivent adopter des approches visant à l'intégrer dans leurs PND et leurs stratégies sectorielles clés. Le commerce a de nombreux impacts économiques transversaux et des liens multiples avec d'autres secteurs. C'est pourquoi le CIR veille à ce qu'il soit considéré par toutes les parties prenantes non pas simplement comme une approche isolée du développement économique, mais comme un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté. De nombreux succès ont été obtenus à cet égard en 2022. Le commerce figure en bonne place dans les nouveaux PND de la Gambie, du Niger, de la Tanzanie, du Togo et de la Zambie.



5 nouveaux PND intègrent le commerce en 2022.



1 pays supplémentaire avec des stratégies sectorielles (47 au total).



2 pays supplémentaires dotés de mécanismes de coordination commerciale (48 au total).



Plan national de développement axé sur la relance verte en Gambie

La **Gambie** adopte une approche globale pour intégrer les politiques et pratiques relatives au climat et au commerce, le CIR appuyant l'élaboration du nouveau Plan national de développement axé sur la relance verte 2023-2027. Ce nouveau PND, qui met l'accent sur le redressement face au triple défi du développement

que sont la COVID-19, le changement climatique et le surendettement, intègre les principaux éléments du travail de diagnostic du CIR, notamment en veillant à ce que l'économie numérique soit un domaine thématique prioritaire. En lien avec le plan d'ensemble, l'UNMO collabore avec le Ministère de la communication et de l'économie numérique pour veiller à ce que les activités figurant dans la matrice des actions soient intégrées dans les

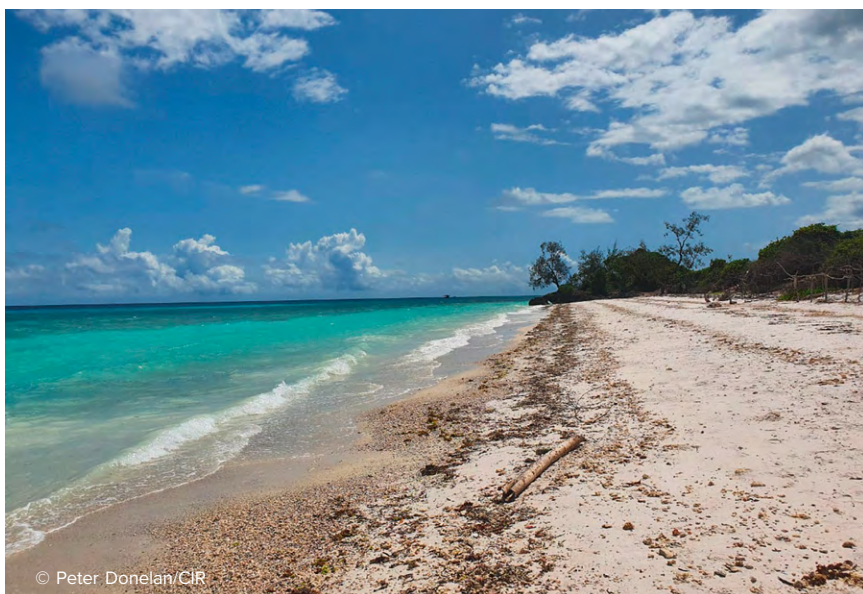
plans de travail ministériels annuels, en 2023 et par la suite. Outre des objectifs commerciaux spécifiques, le PND axé sur la relance verte intègre le commerce et le développement du secteur privé dans ses sept piliers, à savoir l'agriculture, la pêche, les ressources naturelles, l'environnement, le changement climatique, l'énergie, ainsi que les infrastructures et la connectivité.

Lancement d'une nouvelle politique commerciale nationale au Togo

Avec l'appui du CIR, le **Togo** a élaboré sa nouvelle Politique nationale de développement du commerce, laquelle donne des orientations pour sa participation à la ZLECAF

et sa reprise économique après la COVID-19, en intégrant le commerce dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Plus généralement, la Politique guidera la mise en œuvre de dimensions commerciales dans la Feuille de route 2020-2025 du gouvernement.





© Peter Donelan / CIR



» Cliquez/scannez
pour en savoir plus

Intégration du tourisme en tant que moteur d'une croissance inclusive en Sierra Leone

La revue Time Magazine a récemment cité la Péninsule de Freetown (**Sierra Leone**) au palmarès des plus belles destinations mondiales. Le CIR a fait figure de pionnier pour la promotion du tourisme durable dans le pays, de l'élaboration d'une politique en la matière à

l'encouragement des investissements dans les infrastructures et la formation. L'année 2022 a été marquée par de grandes avancées concernant la rénovation du Centre de formation hôtelière et touristique au Milton Margai College of Education and Technology, ainsi que le programme de petites subventions pour l'aménagement de sites d'écotourisme (Banana Island, Wara-Wara et Tiwai Island) en étroite collaboration avec les

communautés locales. Par ailleurs, des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants locaux ont été mis en relation; il s'agissait de tirer les enseignements des destinations écotouristiques existantes qui ont rencontré un succès, dans le pays et à l'étranger. La Loi sur le tourisme actualisée est maintenant prête à être validée puis approuvée par le Parlement.

Lancement par le Bhoutan de stratégies nationales pour le commerce et les exportations, à inclure dans le PND pour la période suivant le reclassement

Le 13^{ème} Plan quinquennal du **Bhoutan** (2024-2029) et le Plan d'orientation à long terme (2024-2034) sont en cours d'élaboration et des progrès ont été enregistrés en 2022 à cet égard. Le commerce est un pilier majeur de ces deux documents pour parvenir à l'objectif national consistant à sortir de la catégorie des PMA après 2023 et à devenir

un pays développé d'ici à 2034. La Stratégie d'exportation nationale et la Stratégie d'intégration du commerce, élaborées dans le cadre du projet de mise à jour de l'ÉDIC avec l'appui du CIR, sont intégrées dans les deux Plans et mettent l'accent sur le développement des infrastructures liées au commerce, l'expansion des marchés, la diversification, les exportations de produits agricoles de niche, le commerce des services et l'accès à de nouvelles sources de croissance (économie numérique, tourisme et investissements).

“ Le soutien du CIR a permis d'identifier les stratégies nécessaires et d'intégrer le commerce dans les plans de développement nationaux en vue de devenir une nation développée dans les dix prochaines années.

– **Sonam Tenzin**, Directeur général, Département du commerce, Bhoutan

Nouvelle politique de Kiribati sur le commerce électronique

Le CIR s'emploie à renforcer les conditions de l'activité commerciale à **Kiribati**, avec des investissements importants dans l'amélioration des politiques et réglementations. Une politique en matière de commerce électronique a été élaborée en 2022 et devrait être validée par le gouvernement en 2023. De même, le CIR a soutenu l'élaboration d'une politique nationale pour les coopératives, suite à un examen de la législation pertinente. Des ressources du CIR ont également été fournies pour soutenir l'élaboration



de règlements nationaux dans le domaine de la métrologie et l'examen des normes Mauri Mark.

Améliorations dans le domaine commercial grâce à un comité institutionnel au Mozambique

Au **Mozambique**, l'UNMO a aidé à rétablir en 2022 un comité interministériel très important dans

le domaine commercial, présidé par le Secrétaire permanent du Ministère de l'industrie et du commerce. Réunissant des partenaires multiples, ce comité a entrepris d'élaborer un répertoire du commerce extérieur, une stratégie d'exportation nationale, un plan de mise en œuvre de l'AFE

de l'OMC, un guide des négociations commerciales, un ensemble d'outils sur l'accès aux marchés, et une base de données sur les statistiques du commerce international.



5

Environnement et climat

“ Nous devons rester fidèles à notre objectif de neutralité climatique. Dans le même temps, nous devons nous assurer que les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans nos relations commerciales ne laissent pas de côté les économies les plus vulnérables.

– Dirk Meyer, Directeur général, santé mondiale, emploi, transformation de l'économie, technologies numériques, sécurité alimentaire et nutritionnelle, Ministère allemand de la coopération économique et du développement, lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce

La durabilité environnementale et la résilience climatique sont des priorités pour le CIR. Les PMA sont touchés de manière disproportionnée par les problèmes environnementaux, y compris le changement climatique, qui peuvent avoir de graves répercussions commerciales notamment sur des secteurs comme l'agriculture ou le tourisme. C'est pourquoi le CIR s'appuie sur les recherches, les observations et les connaissances les plus récentes pour éclairer ses travaux. En 2022, il a organisé des dialogues liés

au climat, fait en sorte que le financement de l'action climatique prenne en compte le commerce, et contribué à résoudre des problèmes environnementaux touchant l'écotourisme, la pêche et l'apiculture.



© Ollivier Girard/CIR



19 actions par le biais de projets du CIR en faveur de l'environnement en 2022 (86 à ce jour).

Intégration des considérations climatiques dans les travaux existants

“Le Dialogue a permis de renforcer les connaissances pertinentes en matière de financement de l'action climatique. Il a aussi favorisé une collaboration étroite entre le Ministère du commerce, le Ministère des finances et le Ministère de l'environnement sur les questions climatiques.

Cet événement est une première étape pour concrétiser l'engagement pris par la Gambie en vue d'accéder au financement de l'action climatique lié au commerce.

– **Lamin Dampha**, Secrétaire permanent, Ministère du commerce (Gambie), participant au Dialogue multipartite sur les liens entre financement de l'action climatique et priorités commerciales

En 2022, le CIR a renforcé sa capacité d'intégrer les analyses environnementales dans la nouvelle génération d'ÉDIC. Par exemple, l'ÉDIC en cours en **Zambie** comportera un chapitre consacré au commerce et au changement climatique. Le CIR a présenté les résultats du projet «Aligning trade and climate policy for LDCs and Graduates», qu'il a financé, dans le cadre des Discussions structurées de l'OMC sur le commerce et la durabilité environnementale, et a coorganisé un événement sur le commerce vert pour la Journée internationale des femmes. En 2022, le CIR a aussi eu l'occasion de sensibiliser un plus large public aux enjeux du changement climatique pour les PMA en travaillant avec des partenaires

dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce qui s'est tenu à l'OMC en juillet. Le CIR a contribué à l'Examen global en organisant avec la Banque mondiale et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement un dialogue de haut niveau sur la manière dont les PMA peuvent tirer parti des possibilités offertes par la transition vers la neutralité carbone. Dans le même ordre d'idées, le CIR a mis en place par exemple avec l'UNMO en **Gambie** une initiative pionnière réunissant des partenaires majeurs, y compris la Banque mondiale et l'OMC, en vue d'un dialogue visant à renforcer les liens entre les mécanismes de financement du commerce et de l'action climatique.



» Cliquez/scannez pour en savoir plus



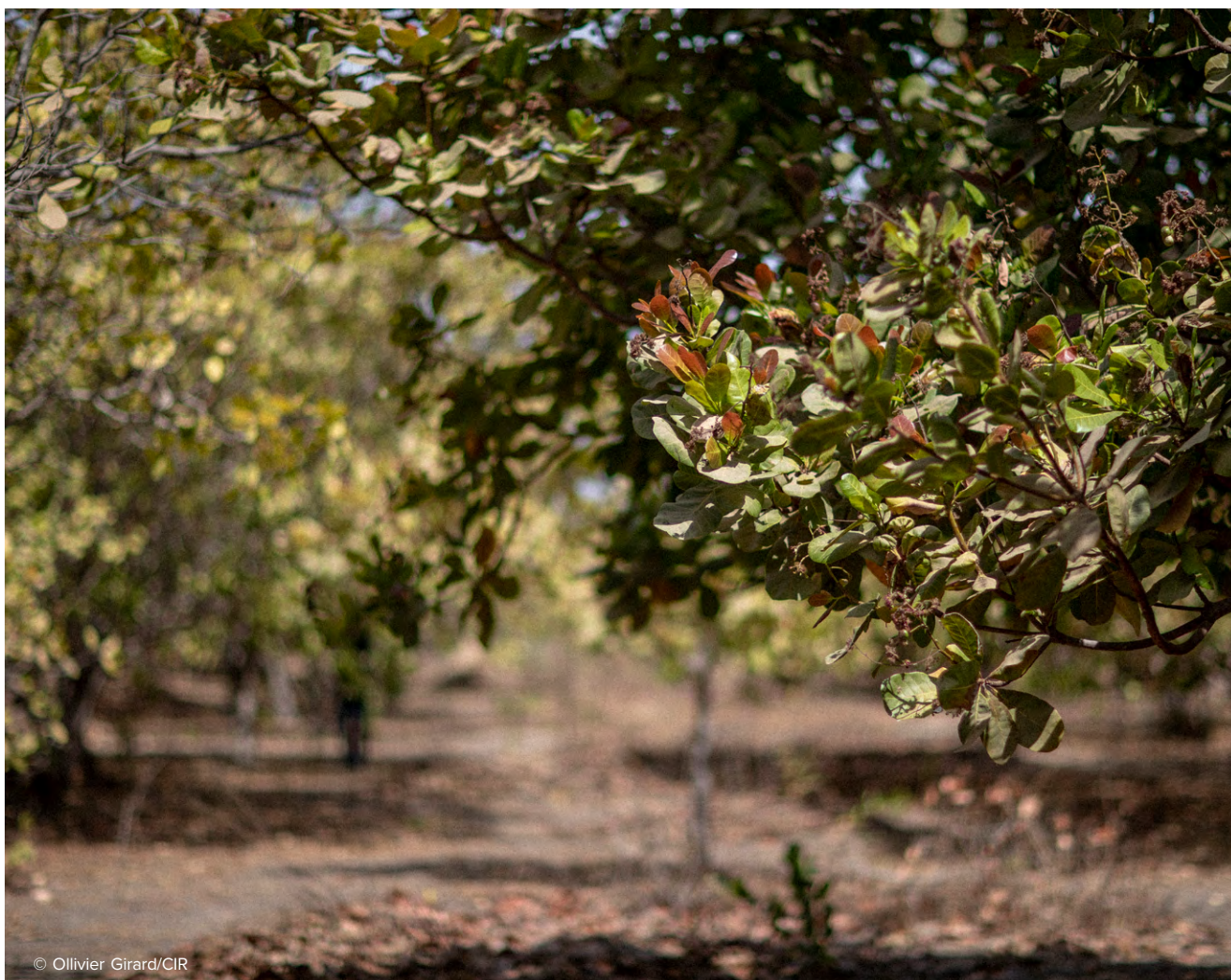
Meilleures pratiques environnementales pour une agriculture et un tourisme plus durables

“Reconnaissant les services vitaux des abeilles et suivant les recommandations du projet, de nombreuses communautés agricoles ont adopté des méthodes non chimiques de lutte contre les mauvaises herbes et les parasites et ont abandonné l'application de produits agrochimiques puissants qui sont mortels pour les abeilles et d'autres insectes.

– **Workneh Ayalew**, Coordonnateur du programme MOre Young Entrepreneurs in Silk and Honey; ICIPE

Le CIR est intervenu dans le secteur apicole en **Éthiopie** pour soutenir la plantation de 2,6 millions de jeunes plantes mellifères sur 902 hectares. Ce soutien comprenait une formation concernant l'application sûre des pesticides et leurs effets sur le service de pollinisation. D'après les retours reçus après la formation, certains participants utilisent désormais des techniques de désherbage manuelles au lieu de produits agrochimiques. Dans le contexte de la production durable de karité au **Mali**, le CIR

a soutenu la mise en œuvre de conventions locales pour la gestion des ressources forestières, y compris transplantation et régénération naturelle. En **Sierra Leone**, l'Office national du tourisme a organisé des séminaires sur les résultats d'une étude d'impact environnemental, social et sanitaire, ainsi que des formations sur la plantation, en vue de sensibiliser les communautés concernées par l'écotourisme aux enjeux environnementaux de la modernisation des sites.



Pêche durable en Haïti

“ Par le passé, seule la salaison était utilisée comme technique pour la conservation de nos produits de pêche mais avec l'intervention du projet nous avons la capacité de les conserver frais.

– Wilguens Sinor, bénéficiaire de projet en Haïti

En Haïti, le CIR s'est concentré sur la gestion durable de la pêche maritime et du sel marin, qui sont les principales sources de revenus des communautés côtières ciblées. En 2022, il a soutenu l'établissement et la formalisation de 11 nouvelles associations de producteurs, et a fourni une formation et un encadrement pour améliorer les pratiques de gestion dans trois coopératives existantes. Les pêcheurs ont aussi reçu du matériel pour renforcer leurs capacités et moderniser leurs techniques de

production. En outre, le soutien du CIR a contribué à la construction de cinq unités pour la transformation et la conservation des produits de la pêche. Afin de protéger l'écosystème côtier, plus de 200 pêcheurs ont été formés à des techniques de pêche durable, et le CIR a soutenu la création de deux pépinières de palétuviers (Pointe des Mangles et Môle-Saint-Nicolas), ainsi que la production dans la pépinière de Pointe des Mangles d'environ 5 000 plants de palétuviers rouges.



6 Exploiter les solutions numériques pour les PMA

“ Grâce à la réponse rapide du CIR aux besoins du pays, le Cambodge a rapidement saisi les opportunités de l'économie numérique avec le soutien du CIR pour élaborer une stratégie nationale de commerce électronique et mettre en place une plateforme nationale de commerce électronique [...].

– Samheng Bora, Secrétaire d'État, Ministère du commerce du Cambodge

L'essor du commerce électronique comme force dominante dans l'économie mondiale a été remarquable. La pandémie a entraîné la prolifération rapide de technologies émergentes, et il est aujourd'hui évident que tous les pays doivent être dotés d'un secteur du commerce électronique pleinement opérationnel pour prendre part véritablement à l'économie mondiale. Cependant, le niveau du commerce électronique dans les PMA est le plus faible au monde. C'est pourquoi le CIR s'est efforcé de faire en sorte que les pays bénéficiaires puissent saisir les mêmes possibilités que le reste du monde dans ce domaine.



25 actions menées par le biais de projets du CIR en faveur du commerce électronique en 2022 (105 au total).



© Simon Hess/CIR

Triage des pommes de terre destinées à être vendues par le centre d'enchères électroniques mis en place par le CIR à la frontière du Bhoutan avec l'Inde.

Égalité des chances pour les femmes grâce au commerce électronique



En 2022, **1 267 MPME**, dont **212 MPME dirigées par des femmes** dans **cinq PMA (Mali, Rwanda, Sénégal, Ouganda et Togo)**, ont reçu un soutien en matière de commerce électronique ou de marketing numérique. La formation comprenait un soutien à l'enregistrement sur les plate-formes de commerce électronique, à l'utilisation des plate-formes de commerce électronique et aux techniques de marketing numérique.

En 2022, le soutien du CIR pour la filière karité au **Bénin** a contribué à la mise en place d'un marché sur la plate-forme CoinAfrique, avec une formation pour les MPME dirigées par des femmes et un groupe de partage des connaissances sur le commerce électronique pour les bénéficiaires du projet. De même, au **Burkina Faso**, une formation sur le commerce électronique a été dispensée à des producteurs de beurre de karité, dont beaucoup étaient des femmes. L'Union internationale des

télécommunications a aussi dispensé une formation sur le commerce électronique, mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes au **Burundi**, en **Éthiopie** et en **Haïti**. En collaboration avec la CESAP, plus de 2 000 entrepreneuses ont été formées dans le domaine du commerce électronique et de la commercialisation numérique, y compris la manière d'enregistrer et de valoriser une entreprise sur une plate-forme pour accroître les exportations.



Élaboration de politiques et stratégies nationales pour le commerce électronique en Afrique



Boutik 221 | Plate-forme nationale d'e-commerce du Sénégal

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



La **Gambie** a évalué son état de préparation au commerce électronique et élabore actuellement deux projets susceptibles d'être financés pour en soutenir le déploiement. La **Tanzanie** a utilisé des ressources du CIR pour formuler une stratégie en matière de commerce électronique; et en **Zambie** le soutien du CIR a facilité la tenue d'une réunion de consultation virtuelle, avec notamment les membres du Comité directeur national du CIR, pour examiner le

projet de stratégie sur le commerce électronique. **Madagascar** est en train de moderniser une plate-forme numérique pour les MPME locales.



Le **Sénégal** a développé et continue de renforcer une nouvelle plate-forme de commerce électronique, «Boutik221», sur laquelle à la fin de 2022 s'étaient inscrites 655 entreprises de tout le pays. Au **Rwanda**, une politique en matière de commerce électronique a été élaborée parallèlement à l'examen de la Politique de la concurrence et de la protection des consommateurs. Sept arrêtés ministériels relatifs à la Loi sur la propriété intellectuelle ont

par ailleurs été pris, et un outil de collecte de données et d'information sur le commerce électronique a été élaboré afin de surveiller et de soutenir le développement du commerce numérique dans le pays. Ensemble, ces initiatives permettront au Rwanda d'exploiter les possibilités offertes par la ZLECAf, y compris dans le cadre des négociations en cours concernant le Protocole sur le commerce numérique.

“ Le commerce électronique pourrait permettre à notre pays d'ouvrir des perspectives pour les MPME dirigées par des femmes et des jeunes qui souhaitent participer aux marchés émergents comme la Zone de libre-échange continentale africaine ... Il jouera un rôle central pour relier nos producteurs aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

– **Hon. Kuol Athian Mawien**, Ministre du commerce et de l'industrie du Soudan du Sud

Collaboration avec le PNUD pour développer le commerce électronique au Soudan du Sud

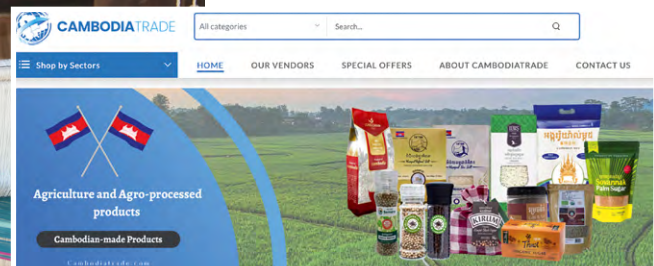
Suite à une évaluation sur le commerce et la paix menée au **Soudan du Sud**, le PNUD a mobilisé des ressources additionnelles des Pays-Bas et de la Banque africaine de développement pour intensifier les interventions

envisagées en matière de commerce électronique dans le projet du CIR. Cette initiative, qui appuie la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement révisée 2021-2024, inclut la toute première plate-forme de commerce électronique du Soudan du Sud, «Dukaanye». L'objectif est d'élargir le dispositif à cinq états en créant des pôles d'innovation.

Mise en place de plates-formes de commerce électronique pour les MPME en Asie



» Cliquez/scannez pour en savoir plus



La plate-forme de commerce électronique du **Cambodge**, CambodiaTrade a été officiellement lancée en mars 2022; elle relie 132 MPME enregistrées aux consommateurs du monde entier. Ces MPME emploient collectivement plus de 4 000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes. La plate-forme a été pleinement

intégrée avec des fournisseurs de services logistiques, comme Cambodia Post et DHL Express (Cambodge) Ltd., et avec plusieurs fournisseurs de services de paiement. Quelque 150 MPME reçoivent une formation spécifique sur les compétences numériques, et des efforts sont faits pour répertorier et diffuser des renseignements

sur les possibilités d'accès au capital-risque. En rapport avec des travaux semblables au **Vanuatu**, le CIR s'est associé à l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges et à Swisscontact pour connecter les autorités postales et douanières du Cambodge afin de faciliter le dédouanement rapide des petits colis.

Le **Népal** a élaboré un projet de loi nationale sur le commerce électronique dans le cadre d'un processus de consultation très poussé incluant le secteur privé, des experts, de jeunes entrepreneurs et la Fédération des associations d'entrepreneuses népalaises. La plate-forme de commerce électronique du Népal, établie avec le soutien du CIR, compte 387 MPME membres et 1382 produits enregistrés.

plus de 360 millions d'USD d'investissements nationaux et étrangers ont été facilités grâce à des investissements antérieurs du CIR dans la mise en place d'un portail sur la réglementation électronique en la matière. Développé pendant la pandémie de COVID-19 en partenariat avec le gouvernement des Pays-Bas et la CNUCED, ce portail offre un guide détaillé sur les procédures administratives, améliorant ainsi la transparence et l'efficacité; il est disponible dans une centaine de langues.



Plus de 300 MPME inscrites.



Plus de 1 000 produits enregistrés.

S'agissant de la facilitation de l'investissement au **Bhoutan**,

Renforcement des capacités en matière de commerce numérique dans le Pacifique

“ Les Tuvalu sont maintenant confrontés à de nombreux défis, la sécheresse sévère et continue, l'épidémie de COVID-19 et le plus important étant le changement climatique, mais malgré tous ces défis, nous prouvons que les Tuvalu sont résilients et s'adaptent à n'importe quelle situation. Nous nous adaptons maintenant à la nouvelle normalité et reconnaissons que le commerce numérique/électronique est la voie de l'avenir.

– **Loloma Kakala**, Secrétaire adjoint, Ministère de la pêche et du commerce, Tuvalu

Au **Vanuatu**, les autorités douanières commencent à recevoir des déclarations postales à l'avance par le biais du système de déclaration en douane, une interface établie avec le soutien du CIR en 2022. Ces renseignements permettent aux douanes et autres organismes présents aux frontières de traiter les envois postaux avant leur arrivée ou leur départ, ce qui facilite la gestion des risques douaniers et améliore le traitement et la livraison. Dans l'ensemble, la communication entre les autorités douanières et postales s'est améliorée. S'appuyant directement sur ce projet du CIR, l'Union postale universelle va mettre en œuvre un nouveau projet triennal. Pour la phase pilote de cette approche dans les PMA, des pays voisins – dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Fidji et les **Îles Salomon** – envisagent

d'adopter un système semblable. Avec le soutien du CIR, travaillant avec la CESAP, les **Tuvalu** ont créé un comité national du commerce électronique et ont achevé d'accéder à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontières sans papier en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'à la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux, grâce à une collaboration avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Une étude sur l'état de préparation au commerce transfrontières sans papier a été réalisée et a permis d'identifier des priorités. Un financement a été obtenu par l'intermédiaire du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour l'élaboration de la stratégie tuvaluane sur le commerce électronique.



Plate-forme numérique mondiale pour le karité

“ L'année 2022 a été une année de fortes victoires pour l'Alliance, bien qu'elle ait été marquée par des défis importants, notamment le ralentissement de l'économie mondiale, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'inflation élevée qui a eu un impact sur le coût de la vie. Nous sommes restés déterminés dans nos efforts pour construire une industrie résiliente. Sur le plan stratégique, nous nous sommes concentrés sur l'expansion dans de nouveaux marchés, en soutenant la demande de karité et de ses dérivés, en attirant davantage d'investissements privés et de donateurs et en tirant parti des politiques pour amplifier les activités commerciales dans les pays producteurs et les pays de destination.

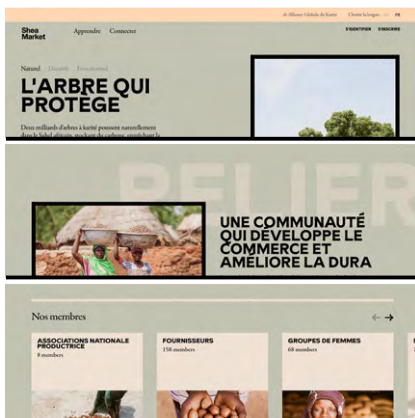
– **Simballa Sylla**, Président, Alliance globale du karité

Le développement d'une plate-forme numérique pour les parties prenantes de la filière karité est un volet du projet que le CIR mène actuellement avec l'Alliance globale du karité (AGK). En 2022, l'AGK a facilité l'enregistrement de 72 organisations additionnelles et a ajouté des fonctionnalités. Par conséquent, 367 membres – associations de producteurs, fournisseurs, marques et détaillants internationaux, membres affiliés, ONG et groupes de femmes – ont maintenant un profil sur la plate-forme, qui a enregistré plus de 26 000 vues en 2022 (contre 14 000 l'année précédente) et plus de 14 000 actions d'utilisateurs (contre 7 000 l'année précédente). En plus de créer un lien entre producteurs, fournisseurs et marques/détaillants autour des différents produits présentés, la plate-forme

met aussi les membres en contact avec d'autres prestataires de services connexes, comme la certification des produits, l'innovation en matière de conservation, la traçabilité et les systèmes de gestion d'information, le transport et la logistique, ou encore la plantation d'arbres. En 2023, la GSA examinera les possibilités de partenariats avec des agences commerciales dans les quatre pays qui utilisent la plate-forme, à savoir le **Bénin**, le **Burkina Faso**, le **Mali** et le **Togo**.



À ce jour, **34 000 femmes ont été formées** et **50 coopératives ont été créées**, chacune autour de nouveaux entrepôts construits dans le cadre du projet. Dans l'ensemble, les bénéficiaires du projet ont assuré 41 millions d'USD d'exportations.



» Cliquez/scannez pour en savoir plus



7 Le commerce et l'égalité des genres

“ Nous n'avons plus d'excuses pour justifier qu'il n'y ait pas plus de femmes dans le secteur de la technologie.

– Doreen Bogdan-Martin,
Secrétaire générale de l'UIT

En 2022, le CIR a continué de mettre davantage l'accent sur les femmes, à la fois par le biais de projets au titre de l'initiative du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» et par une intégration accrue des priorités relatives à l'égalité des genres dans l'ensemble de la programmation. Le CIR a également entamé une étude pour savoir comment les dimensions de genre ont été intégrées dans les EDIC et, parallèlement, comment les priorités d'action identifiées ont été mises en œuvre.



22 029 femmes supplémentaires atteintes en 2022, représentant 61% des bénéficiaires du CIR pour l'année.



24 activités spécifiquement conçues pour soutenir l'égalité des genres et le commerce en 2022 (114 à ce jour).



Aperçu des faits saillants survenus en 2022 en ce qui concerne l'égalité des genres et le commerce

En 2022, avec l'appui de l'Union internationale des télécommunications, le **Burundi** a validé le volet relatif à l'égalité des genres de sa politique nationale sur les déchets électroniques. En marge des célébrations de la Journée internationale de la femme au siège de l'ONU en mars 2023, l'UIT, conjointement avec le CIR, a lancé le Manuel sur l'intégration de l'égalité des genres dans les politiques numériques, dont l'élaboration s'est poursuivie tout au long de l'année 2022. Dans le cadre du projet conjoint, des évaluations nationales sur l'intégration de l'égalité des genres dans les politiques numériques ont également été menées au **Burundi**, en **Éthiopie** et en **Haïti**, ce qui a donné lieu à de nombreuses recommandations sur l'approfondissement de l'intégration.

Parallèlement, au **Burkina Faso**, des travaux ont été entrepris en collaboration avec la CNUCED pour veiller à ce que les préoccupations

des femmes commerçantes soient bien prises en compte dans les activités du Comité national de la facilitation des échanges. En outre, en collaboration avec la Banque mondiale, des efforts ont été entrepris au Burkina Faso pour améliorer les conditions des femmes commerçantes transfrontières. Les **Tuvalu** ont travaillé en étroite collaboration avec le Conseil national des femmes et la Women on Funafuti Association sur un certain nombre d'activités de projet, notamment pour soutenir la création d'un centre d'artisanat. En 2022, le projet «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» mené par le CIR en **Éthiopie** avec FairTrade Australie et Nouvelle-Zélande a permis de faire œuvre de sensibilisation aux questions de genre dans le secteur des fleurs coupées, grâce à des émissions de radio et à des initiatives spécifiques menées avec des entreprises du secteur de la floriculture. Les retours d'information font état d'une meilleure

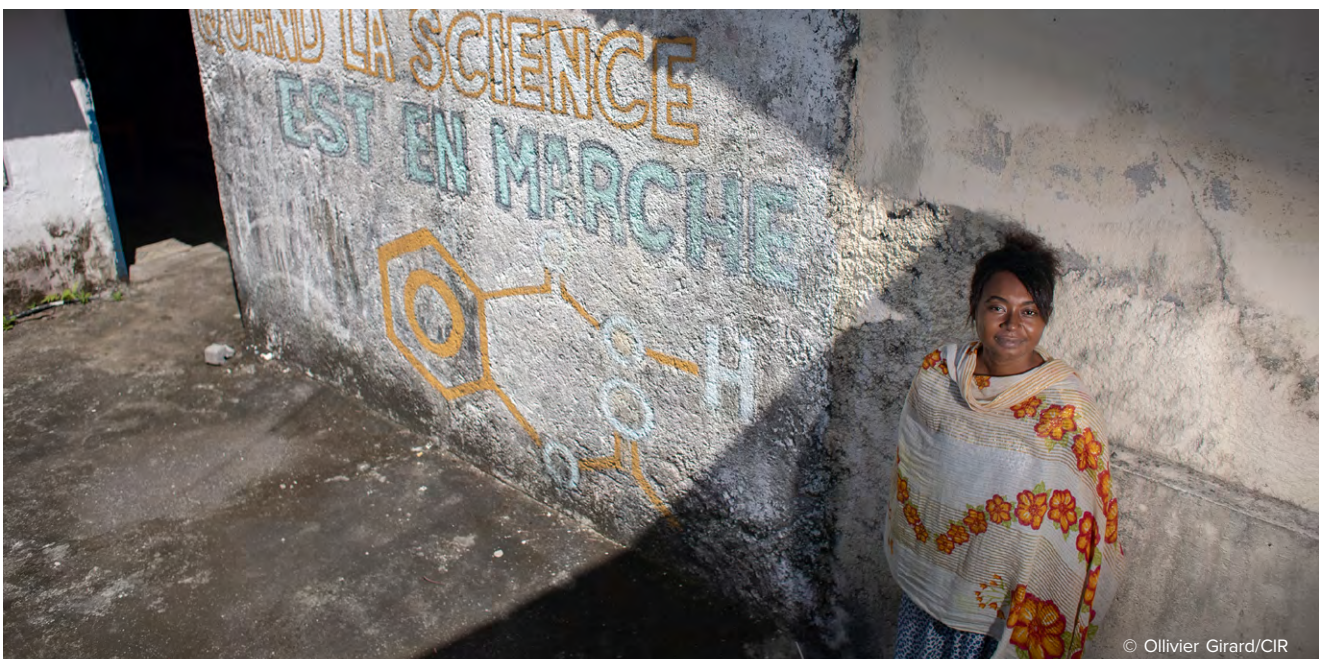
compréhension et appréciation par la communauté des aspects liés au genre. Le projet a également permis de former des responsables de comités s'occupant d'égalité des genres dans les exploitations agricoles locales. Ces efforts visaient à renforcer les connaissances des comités sur les questions liées à l'égalité des genres, à la violence fondée sur le genre et au harcèlement sexuel.



» Cliquez/scannez pour en savoir plus



© Simon Hess/CIR



© Ollivier Girard/CIR



© Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande



© Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande

Soutenir l'école de cadres destinée aux femmes au Timor-Leste

Au **Timor-Leste**, le Président José Ramos Horta a participé à la première cérémonie de remise des diplômes organisée par l'école de cadres destinée aux femmes - une initiative du CIR, soutenue par l'Australie et mise en œuvre par l'intermédiaire de Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande. L'école permet aux femmes d'acquérir des connaissances et des compétences accrues concernant la gestion d'entreprise, les droits humains et les droits des femmes, la prise de parole en public, la

confiance en soi, les techniques de communication, la gestion des conflits et la manière de devenir des ambassadrices de l'égalité des genres au sein de leur communauté. L'une des diplômées, Madalena Da Costa, est une cultivatrice de café qui vit à Leolima, un village reculé du Timor-Leste. Après le cursus, elle a mis en pratique ses compétences entrepreneuriales et a pris l'initiative d'aider d'autres femmes à s'approprier un nouveau projet générateur de revenus. Plus généralement, le projet a contribué à l'exportation de 16 conteneurs de café et a permis de tisser des liens avec de nouveaux marchés au Canada, aux États-Unis et au Japon.

ITC: soutenir les femmes par le biais de SheTrades

Le CIR a travaillé en étroite collaboration avec l'ITC dans le cadre de divers projets, notamment en procurant des avantages tangibles aux femmes commerçantes par le biais de l'initiative SheTrades au **Rwanda**, en **Gambie** et en **Zambie**. Ce travail a particulièrement mis l'accent sur la facilitation de l'accès au financement, avec l'élaboration d'un guide pratique sur le «Financement axé sur le genre en Zambie» (en partenariat avec la Banque de Zambie et l'Absa Bank Zambia). Le soutien précédemment apporté par le CIR a permis d'inclure les dimensions de genre dans le projet de loi sur les marchés publics et, en mai 2022, les règlements d'application ont été lancés. Outre l'apport d'un financement catalytique, le CIR a contribué à ancrer les initiatives et les résultats dans les systèmes nationaux existants.

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Cadre intégré renforcé
@EIF4LDCs

Aji Fatou Bobb possède un véritable esprit d'entreprise qui fait des vagues dans le secteur de la transformation alimentaire en **#Gambie**. Avec l'aide de **@ITCnews #SheTrades** Gambie, elle a réussi à améliorer la qualité des produits, à se développer sur de nouveaux marchés & à avoir un impact sur l'économie gambienne **@ITC_Gambia**

0:36 | 210 vues

11:47 AM · 22 févr. 2023 · 1 496 vues

9 Retweets 1 citation 17 J'aime

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Cadre intégré renforcé
@EIF4LDCs

Il y a tout juste 3 ans, Ya Wuday Sowe a lancé Wudsin Creation et avec l'aide de **#SheTrades #Gambie**, son entreprise de mode s'est épanouie!

Maintenant avec 4 employés, elle a un impact sur l'économie de la Gambie et la création d'emplois. La passion s'est transformée en succès!

@ITC_Gambia @ITCnews @FMbengaJallow

0:36 | 267 vues

11:22 AM · 15 févr. 2023 · 1 510 vues

7 Retweets 15 J'aime

Cliquez/scannez pour en savoir plus



Collaborer avec la CNUCED pour accroître les connaissances et la formation dans les domaines du commerce et de l'égalité des genres

Parmi d'autres domaines, concernant notamment le commerce électronique, la facilitation des échanges, la politique commerciale, l'investissement et les projets douaniers, la CNUCED a collaboré avec le CIR pour renforcer les compétences et les connaissances sur le commerce et l'égalité des

genres dans les PMA. À la fin de 2022, plus de 200 parties prenantes dans 34 PMA avaient suivi un cours spécifiquement conçu pour les PMA sur l'égalité des genres et le commerce, élaboré avec le soutien du CIR. Environ 93% des participants en 2022 ont dit se sentir plus confiants ou mieux préparés à entreprendre des recherches sur l'égalité des genres et le commerce, et 95% ont indiqué qu'ils se sentaient prêts ou plus aptes à participer à l'élaboration de politiques commerciales tenant compte de la dimension genre dans leur pays.

Le tourisme et l'autonomisation économique des femmes au Timor-Leste en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme

Par le biais de l'initiative du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges»,

l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) renforce les compétences des prestataires de services touristiques et d'accueil au **Timor-Leste** et s'emploie à soutenir un redressement efficace du secteur après la COVID-19. En 2022, le projet de redressement du tourisme et d'autonomisation économique



des femmes prévoyait notamment d'élaborer un programme d'études dans des domaines de formation clés et de doter les formateurs des ressources nécessaires pour maximiser l'impact, telles que les méthodes de formation au tourisme à fort impact.



8

Sécurité alimentaire, agriculture et commerce

“ Le Bureau des normes du Vanuatu n'existerait pas sans le soutien du CIR au NTDC.

– Ruth Amos, Cheffe du Bureau des normes du Vanuatu

Plus de la moitié des investissements du CIR dans les PMA concernent l'amélioration du commerce à l'appui de l'agriculture et de l'économie bleue. Parmi les points forts des contributions du CIR à la sécurité alimentaire et à l'agriculture en 2022 figurent l'amélioration des normes des laboratoires alimentaires au Togo; la construction d'une installation de transformation pour les exportations de manioc aux Îles Salomon (où les exportations de manioc de haute qualité vers l'Australie ont doublé en 2022); et l'élaboration d'une politique de l'économie bleue à Sao Tomé-et-Principe.



Plus de 27 000 personnes formées dans des domaines liés à la chaîne de valeur (67% de femmes) en 2022, contribuant à une production de plus de 65 000 tonnes métriques et à des exportations d'une valeur de plus de 130 millions d'USD en 2022.

Cliquez/scannez pour en savoir plus



© Jose Carlos Alexandre/CIR

Avancées concernant les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux

« Le renforcement de la diversification économique durable et la poursuite d'une croissance axée sur les exportations seront essentiels pour maintenir l'élan du Bhoutan, qui sortira du statut de PMA et deviendra une nation développée. Le CIR a été un partenaire inébranlable dans le parcours de développement du Bhoutan et la poursuite de ce partenariat sera déterminante pour franchir la ligne d'arrivée.

– **Sonam Dorji**, Responsable du commerce, Ministère des affaires économiques, Bhoutan

Le CIR réalise des investissements importants dans des systèmes de soutien, tels que l'amélioration des processus SPS, et dans le développement d'infrastructures de qualité. Au **Togo**, par exemple, un projet du CIR a permis de s'assurer que les laboratoires d'analyse agroalimentaire répondent aux prescriptions de qualité des marchés sectoriels. Dans le même esprit, au **Mali**, des MPME détenues par des femmes ont été formées aux systèmes de gestion de la qualité, à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et aux normes de certification agroalimentaire. En **Guinée**, le CIR a investi dans le renforcement des capacités de l'Office national de contrôle de la qualité afin d'accroître la qualité des aliments pour améliorer la santé publique et développer les exportations. Enfin, au **Vanuatu**,



© Olivier Girard/CIR

les mécanismes du CIR ont jeté les bases d'un organisme national de normalisation et de processus de dédouanement plus efficaces et plus efficaces dans le domaine SPS.



© Simon Hess/CIR

Une initiative novatrice du Bhoutan: le «Bhutan Store»

En 2022, le CIR a soutenu le lancement d'une initiative innovante, le «Bhutan Store», à Perth (Australie). Lancé en décembre 2022, ce point de vente fera la promotion de produits bhoutanais, et plus particulièrement de produits de niche à forte valeur ajoutée. Il encouragera également les petites entreprises nationales à ajouter de la valeur à leurs produits. Le magasin servira de centre de distribution unique pour tous les produits «faits au Bhoutan» et «cultivés au Bhoutan» en Australie. Ce point de vente, premier du genre pour le **Bhoutan**,

contribuera à la commercialisation de produits de qualité en provenance du Bhoutan et à l'augmentation des exportations au niveau international. Un deuxième point de vente dans un pays développé devrait voir le jour en 2023. Pour favoriser encore plus l'accès des produits de niche du Bhoutan aux marchés internationaux, le CIR a contribué, en 2022, à la création d'une usine de transformation du quinoa dans la ville méridionale de Phuentsholing. Cela a permis de mettre à disposition du quinoa bien emballé et sous vide pour les consommateurs nationaux et pour l'exportation.

La sécurité alimentaire dans la République centrafricaine après le conflit

“ Le projet a permis à nos 250 membres d'améliorer leur quotidien. Grâce à l'argent supplémentaire, ils ont pu consulter un médecin et acheter des médicaments. Ils ont pu envoyer leurs enfants à l'école et leur acheter des fournitures. Certains d'entre eux ont fait des travaux dans leur maison, pour la rendre plus solide et plus confortable.

– **Samedi Letromo**, Président de la coopérative de maïs de Mboko-Landja

En **République centrafricaine**, un projet financé par le CIR a contribué de manière significative à la réduction de la pauvreté, à l'autonomisation économique des femmes, à l'emploi des jeunes et à l'augmentation des revenus, en se concentrant sur les trois secteurs vitaux que sont le maïs, le sésame et l'huile de palme. C'est particulièrement important dans le contexte du programme national de désarmement, de démobilisation, de rapatriement et de réintégration, le commerce et l'agriculture constituant des alternatives à la guerre. Le projet vise à stimuler la production en soutenant une série d'initiatives: organisation des acteurs du secteur en coopératives et associations, soutien direct aux petits exploitants agricoles, assistance technique et formation à des techniques

de production améliorées. Les activités du projet comprennent également la construction de quatre installations de stockage à Mboko-Landja, Vodambala, Mbaki et Subi. Grâce à ces efforts, le soutien du CIR a directement contribué à l'augmentation des surfaces cultivées dans les trois secteurs et à la production de 278 tonnes de sésame, 521 tonnes de maïs et 8 890 tonnes d'huile de palme en 2022. Grâce à la distribution d'intrants à haut rendement et à l'introduction de techniques agricoles améliorées, le rendement a augmenté pour passer, entre 2020 et 2022, de 177,4 kg/ha à 350 kg/ha pour le maïs, de 161,23 kg/ha à 187,04 kg/ha pour le sésame et de 8 MT/ha à 17,5 MT/ha pour l'huile de palme. En outre, depuis son lancement, le projet a contribué à la création de plus de 11 000 emplois, dont 4 900 occupés par des femmes et 3 400 par des jeunes.



Accroître les exportations agricoles du Mali

La filière du karité au **Mali** est d'une importance capitale pour le pays. Avec le soutien du CIR, la qualité des produits du karité s'est constamment améliorée, les producteurs ayant obtenu des certifications clés, notamment pour HACCP et ISO 22000, l'agriculture biologique et GLOBAL GAP. Cela a contribué à une augmentation des exportations et des prix à l'exportation des produits du karité (noix et beurre). Le prix moyen du beurre de karité, par exemple,

est passé d'environ 1724 USD par tonne en 2021 à 2 586 USD par tonne en 2022. Pour plus de 3 millions de femmes au Mali, cela a contribué à l'augmentation des revenus et à l'amélioration du niveau de vie. En 2022 également, dans un pays où 60% de la superficie totale est aride ou semi-aride, le CIR a continué de collaborer avec le gouvernement, notamment en plantant davantage d'arbres, dans le cadre de l'initiative régionale de la «Grande muraille verte d'Afrique».



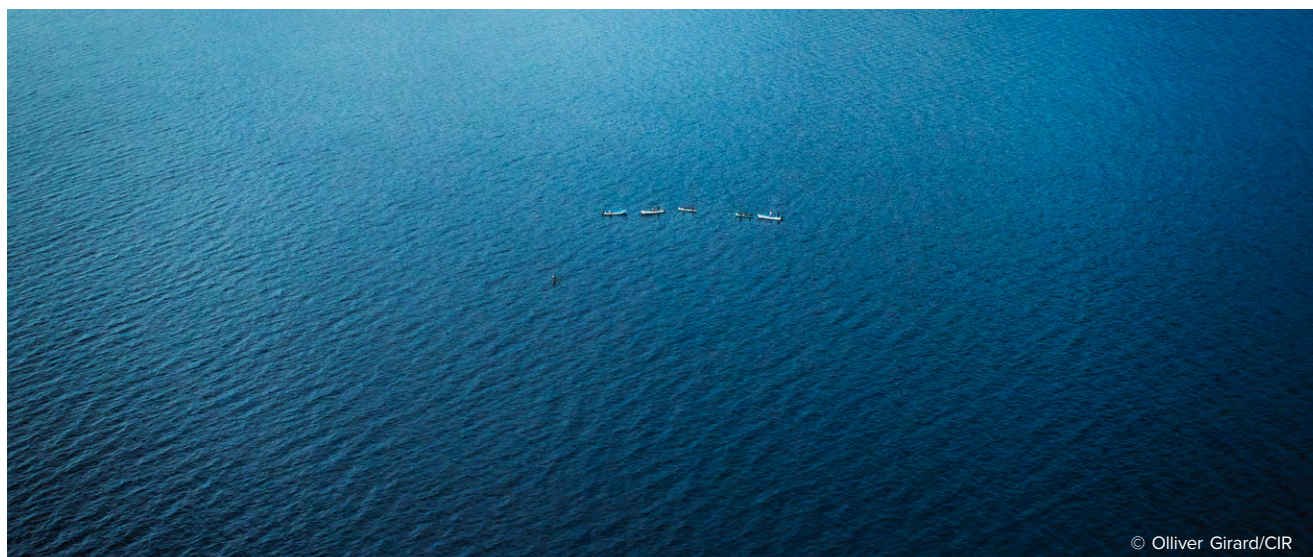
Investir dans l'économie bleue avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Dans le cadre d'une collaboration avec le CIR en **Guinée-Bissau**, l'ONUDI investit actuellement dans l'économie bleue. C'est dans ce contexte que le CIR s'efforce de renforcer la compétitivité de la chaîne de valeur de la pêche artisanale nationale afin d'améliorer les conditions socio-économiques de plus de 300 pêcheurs. Les femmes, qui sont traditionnellement

responsables de la transformation et de la commercialisation du poisson au sein des associations, sont une composante essentielle du soutien du CIR dans le pays et reçoivent une formation sur l'accès aux marchés et les exportations, ainsi que des équipements techniques pour améliorer le séchage et le salage du poisson. En outre, les activités du projet comprennent la mise en place d'un système d'information sur le marché et de points de vente mobiles afin que les femmes commerçantes puissent obtenir des informations en temps réel sur l'offre, la demande et les prix.



Un plan de gestion environnementale et sociale est en cours d'élaboration afin de s'assurer que la gestion du projet et les investissements soient bien alignés sur les prescriptions environnementales dans le secteur de la pêche artisanale.



Établissement d'une plate-forme de commercialisation numérique pour l'horticulture en Gambie

les possibilités d'accès aux marchés et de renforcer les techniques de production, notamment par le biais de la formation, au profit des femmes productrices. La plate-forme a été mise au point en 2022 par une société informatique gambienne, sur la base des résultats de l'évaluation de l'économie numérique gambienne financée par le CIR. L'initiative est ancrée dans le secteur privé avec un modèle d'entreprise durable pour assurer la pérennité de la plate-forme après la fin du projet. Des partenariats stratégiques avec d'autres organisations internationales sont également une composante essentielle du projet pour assurer la durabilité et la diffusion des connaissances et créer des synergies.

Le secteur horticole est l'un des piliers de l'économie de la **Gambie**, mais la crise de la COVID-19 a prélevé un lourd tribut sur les producteurs et les transformateurs, en particulier les femmes. En réponse, le CIR – en partenariat avec l'ITC – a apporté un soutien qui a conduit à la mise en place de la plate-forme de marché numérique Jokkalante. Celle-ci vise à améliorer la coordination et les liens marchands dans la chaîne de valeur horticole en mettant en relation les producteurs, les acheteurs et d'autres acteurs, ce qui permet d'améliorer

“ Je partagerai ces connaissances avec d'autres agricultrices de notre région.

– **Fatoumatta Gassama**, bénéficiaire du projet en Gambie.

“ Nous utilisons l'argent que nous avons gagné pour payer les vêtements et la scolarité de nos enfants.

– **Isatou Drammeh**, bénéficiaire du projet en Gambie

» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Cadre intégré renforcé
@EIF4LDCs

Autonomiser les agricultrices de la #Gambie grâce à une production horticole guidée par le marché! 🌿

50 jardins & plus de 500 femmes formées, résultant en des changements réussis dans la production, la croissance des revenus et la sécurité alimentaire 🌱

#Jokkalante @MoTIEBanjul @ITCnews @peterdonelan @ITC_Gambia

MARKET-LED HORTICULTURAL PRODUCTION IN THE GAMBIA

0:47 262 vues

12:07 PM · 8 févr. 2023 · 1665 vues

9 Retweets 20 J'aime



© Milena Niehaus/ITC



© Milena Niehaus/ITC



Ajouter de la valeur aux produits de la noix de coco aux Kiribati

Le 21 décembre 2022, un centre de production d'huile de coco vierge a été lancé sur l'île de Tab-South aux **Kiribati** dans le cadre des efforts du CIR pour aider la nation insulaire du Pacifique à mettre en œuvre des politiques commerciales qui soutiennent la réduction de la pauvreté, la croissance économique inclusive, le développement durable équitable et une économie plus solide. L'initiative, lancée en partenariat avec le PNUD, vise la spécialisation dans les produits de noix de coco à valeur ajoutée, tels que l'huile de noix de coco vierge, le sucre de sève et le savon de noix de coco, et contribuera à la diffusion des connaissances sur la valorisation, la transformation et

la commercialisation de la noix de coco auprès des producteurs de la capitale et des îles extérieures. La construction et l'équipement du centre de traitement ciblaient des coopératives de producteurs formés à la production de produits à base de noix de coco à valeur ajoutée, avec une attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes de l'île de Tab-South pour qu'ils profitent des compétences acquises dans la production de produits de noix de coco à valeur ajoutée. Le gouvernement a également mobilisé le soutien du Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud pour l'élaboration de la stratégie de développement de la filière de la noix de coco et des produits de noix de coco à valeur ajoutée par l'intermédiaire du PNUD.

Décollage de la production de soja au Togo

La filière soja au **Togo** est devenue l'un des secteurs agricoles ayant le plus grand potentiel de création de valeur ajoutée et d'emplois dans le pays. Dans l'EDIC, le gouvernement a identifié ce secteur comme un élément clé de sa stratégie de diversification de l'économie togolaise. S'appuyant sur un démarrage initial assuré par la GIZ, le CIR a apporté dès le départ un soutien pour stimuler la croissance du secteur par le biais d'un projet qui a démarré en 2015 et qui vise à mieux organiser les agriculteurs en coopératives, à enseigner les bonnes pratiques en matière d'agriculture et de récolte et à obtenir des certifications biologiques. Un exemple en est le Conseil interprofessionnel de la filière soja au Togo, qui soutient plus de 24 000 producteurs, dont 9 000 femmes. Le soutien du CIR a permis de distribuer plus de 112 tonnes de

semences améliorées à plus de 200 coopératives entre 2015 et 2018, ce qui s'est traduit par une augmentation de 73% de la production de fèves de soja sur la même période. En 2022, une production annuelle de 250 000 tonnes de fèves de soja a été enregistrée (contre 25 000 en 2015), et on estime que plus de 700 000 emplois ont été créés dans le secteur, avec 121 000 emplois supplémentaires rien qu'en 2022. Conformément à l'ambition du gouvernement, le soja est en effet devenu un produit d'exportation stratégique important. Les fèves ont également atteint des marchés clés aux États-Unis, en Inde, aux Pays-Bas et au Viet Nam. Bien que le projet du CIR ait pris fin en 2019, la forte implication du gouvernement dans le secteur, notamment par le biais de réunions régulières avec les principaux organismes du secteur et la mise en place d'un comité, garantit la durabilité des résultats obtenus.



9 Opérations du CIR: une programmation adaptée et efficace

« D'après notre expérience, le CIR a été utile [dans les contextes difficiles/fragiles] pour attirer l'attention sur un domaine qui n'est pas nécessairement au centre des préoccupations des donateurs. Il a donc permis d'accroître la priorité et de créer un espace de discussion sur le commerce et les politiques économiques dans des contextes où les différentes parties prenantes n'en font pas forcément une priorité.

– **Luisa Bernal**, Spécialiste des politiques, Unité du commerce et du développement humain, PNUD

Le CIR propose la programmation la plus adaptable, la plus souple et la plus efficace possible, en s'engageant à optimiser les ressources et à faire preuve de responsabilité budgétaire. En veillant à ce que les initiatives s'appuient sur des stratégies de communication et une exécution solides, le CIR peut maximiser la participation et documenter publiquement les approches et les résultats susceptibles d'inspirer des changements bien au-delà du bénéficiaire visé. En outre, l'approche rigoureuse du CIR en matière de SEA garantit que la programmation évolue

constamment de manière à améliorer les résultats et à optimiser les ressources. Ces dernières années ont également mis en évidence la nécessité d'une programmation souple et adaptable afin de répondre à des défis inattendus. Bien que la pandémie mondiale ait continué de peser sur la capacité du CIR à mettre en œuvre sa programmation pendant la majeure partie de l'année 2022, beaucoup d'enseignements avaient déjà été tirés des années précédentes, de sorte que le CIR est mieux préparé face aux imprévus.



© Ollivier Girard/CIR

Culture de noix de cajou dans le cadre d'un projet du CIR en Gambie.

Travailler ensemble: en quoi les partenariats du CIR font la différence



Au cœur du CIR se trouve un cadre dont le but est de rassembler les partenaires. En cherchant à renforcer les capacités de production et à remédier aux contraintes du côté de l'offre afin d'accroître les exportations et de diversifier les marchés traditionnels, le CIR a contribué à renforcer les partenariats avec les donateurs, les institutions nationales

et les organisations partenaires. En tirant parti de l'expertise locale et en canalisant efficacement les contributions des donateurs et des organisations partenaires, le CIR rassemble les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé pour qu'ils œuvrent ensemble afin de mettre le commerce au service des PMA.

Faire en sorte que les donateurs du CIR aient les connaissances nécessaires pour soutenir les travaux du CIR

Une part importante de la mission du CIR, qui consiste à renforcer les partenariats dans les PMA, vise à favoriser un dialogue étroit avec les donateurs du CIR. Tout au long de l'année 2022, et bien que le poste de Chef chargé des partenariats, de la sensibilisation et de la mobilisation des ressources soit resté vacant pendant une grande partie de l'année, le CIR a entretenu des contacts

avec ses partenaires donateurs en organisant un large éventail de réunions entre le Secrétariat exécutif et les représentants des donateurs. Ces réunions ont donné au CIR une occasion unique de communiquer les résultats de ses activités à ses donateurs et ont permis à tous les participants de faire part de leurs nouvelles priorités. En outre, deux réunions du Comité directeur du CIR et des visites de partenaires ont eu lieu en 2022, ce qui a constitué une occasion précieuse pour les donateurs du CIR de discuter plus directement avec les représentants des PMA afin de mieux comprendre

l'impact et la portée du travail du CIR. Le CIR collabore avec de nombreux partenaires mondiaux et nationaux pour mettre en œuvre les initiatives. Huit organisations participantes et organisations ayant le statut d'observateur du CIR sont au cœur de ce partenariat: la Banque mondiale, la CNUCED, le Fonds monétaire international, l'ITC, l'OMC, l'ONUDI, l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies et le PNUD. Un aperçu de quelques-uns des points forts de ces partenariats figure dans les différentes sections du présent rapport.

Les partenaires du CIR constatent sur place le changement à l'occasion d'une visite au Cambodge et en RDP lao

En octobre 2022, le CIR a organisé un voyage au **Cambodge** et en **RDP lao** afin de permettre à ses partenaires d'avoir un aperçu direct des résultats, des enseignements et des difficultés liés à la mise en œuvre d'un projet du CIR. La délégation, composée de 14 représentants des donateurs du CIR et des PMA provenant des bureaux basés dans les capitales et dans les pays, a engagé des discussions avec les UNMO et le secteur privé

du Cambodge et de la RDP lao. Les parties prenantes dans le pays et les bénéficiaires des projets du CIR ont expliqué à la délégation comment les investissements du CIR avaient contribué au renforcement des institutions, amélioré les possibilités de commercialisation des produits d'exportation potentiels et favorisé un dialogue plus étroit entre le secteur public et le secteur privé. Les points de vue exprimés par les participants des PMA au cours des séances ont également permis aux participants de mieux comprendre la perspective des PMA et les problèmes communs à des environnements commerciaux nationaux différents.

“ La visite a été une excellente occasion d'explorer ce que le CIR, en collaboration avec différentes parties prenantes et partenaires, a fait et fait encore sur le terrain.

– Anna Rautvuori, Première Secrétaire, Mission de la Finlande auprès de l'OMC

Communiquer les enseignements tirés et les résultats obtenus aux parties prenantes



Un recueil en **sept parties** sur le commerce et le climat dans les PMA a été publié à l'occasion de la COP27.



Plus de **40 récits** et éditoriaux et **5 communiqués** de presse ont été publiés et ont atteint une audience de plus de **2 millions de personnes**.



Le site Web du CIR a été visité par **158 641 nouveaux utilisateurs** et le CIR a gagné **1 233 nouveaux abonnés** sur les réseaux sociaux.

Communications

Les activités de communication jouent un rôle essentiel dans le travail du CIR, car elles permettent de renforcer, de mettre en valeur, de diffuser et de souligner la collaboration du CIR avec les PMA et d'autres partenaires. Le CIR utilise cette stratégie en fournissant un soutien en matière de communication au personnel des PMA et en utilisant les circuits de communication gérés par le SE à Genève. L'impact collectif de ces initiatives a amplifié la visibilité et la portée des résultats du partenariat du CIR et des problèmes qui sont particulièrement prégnants pour les PMA.

De nombreux PMA subissant de plein fouet les effets de la crise climatique, le CIR a vu dans la Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27), en novembre 2022, l'occasion de faire la lumière sur cette question et sur la manière dont le commerce peut contribuer à une transition vers un avenir plus durable pour les PMA. À ce titre, le CIR a publié un recueil de sept articles sur la plate-forme «Nouvelles du commerce pour le développement» qui a abordé des thèmes clés tels que l'adaptation au changement climatique, les économies résilientes au changement climatique et les politiques commerciales sensibles

au changement climatique, en se penchant spécifiquement sur les PMA.

En 2022, le CIR a également fourni une plate-forme permettant aux PMA de raconter leur histoire et d'atteindre un public plus large par le biais des journées de prise en charge (Take Over Days) par pays sur les réseaux sociaux du CIR. Ces initiatives ont contribué à renforcer la visibilité des travaux menés dans les différents PMA et à mieux les faire connaître, ce qui s'est traduit par une plus grande exposition et une plus grande attention aux répercussions sur le terrain. En outre, tout au long de l'année, six articles d'opinion ont été publiés sur des plates-formes mondiales de partage de connaissances et par des médias, du Forum économique mondial au blog Development Matters de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Se concentrant sur l'impact, entre septembre et octobre 2022, le CIR a également lancé la campagne #LDCsAddValue sur les réseaux sociaux, soulignant la manière dont le partenariat avait aidé les PMA à créer des opportunités d'emploi, à augmenter leurs revenus et à accroître la valeur de leurs exportations grâce au traitement et à la transformation des produits.

Série en sept parties du CIR
Cliquez/scannez pour en savoir plus



#LDCsAddValue
Cliquez/scannez pour en savoir plus



Événements

« Le renforcement de la résilience et de l'adaptation deviendra encore plus crucial à mesure que la fréquence des événements liés au changement climatique augmentera. Il sera de plus en plus important d'orienter l'Aide pour le commerce de manière à ce qu'elle se concentre sur la résolution de certains de ces problèmes.

– **Mona Haddad**, Directrice globale pour le commerce, l'investissement et la compétitivité à la Banque mondiale, lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce

Pour encourager le dialogue, le CIR a collaboré avec divers partenaires en 2022 à travers l'organisation et le soutien de 21 événements en ligne et en personne axés sur des sujets pertinents pour les PMA, notamment le commerce numérique, l'autonomisation des femmes et le commerce et le changement climatique. Ces événements ont permis de s'assurer que les questions intéressant les PMA et leurs voix soient entendues dans les forums mondiaux et régionaux et ont contribué à documenter et à partager les leçons tirées de l'expérience des PMA. Par exemple, l'événement

«Les femmes au cœur du commerce vert» organisé à l'occasion de la Journée internationale de la femme, en collaboration avec l'OMC, visait à donner aux femmes les moyens de piloter un changement durable et une croissance économique respectueuse de l'environnement. De même, un événement conjoint organisé avec le Secrétariat du Commonwealth sur le thème «Maximiser les gains du commerce numérique» et les séances organisées pendant la semaine du commerce électronique de la CNUCED en 2022 devaient permettre aux PMA de relever les défis et d'exploiter les avantages du commerce numérique.

Les femmes au coeur du commerce vert
Cliquez/scannez pour en savoir plus



Maximiser les gains du commerce numérique
Cliquez/scannez pour en savoir plus



Suivi, évaluation et apprentissage

Suivi

Le suivi a été axé sur une approche fondée sur les risques en vue de la clôture du programme. Outre le soutien continu aux projets du CIR, 59 missions au total ont été entreprises conjointement par le SE et le GFAS, soit 26 missions sur le terrain et 33 missions virtuelles, pour appuyer la mise en œuvre et la clôture des projets. Au cours de ces missions, les coordonnateurs du SE et les gestionnaires de portefeuille régionaux du GFAS ont travaillé avec les équipes de mise en œuvre des projets en conseillant ces dernières sur les recommandations visant à

améliorer et à adapter l'exécution des projets, notamment pour surmonter les goulets d'étranglement et faire remonter les problèmes le cas échéant. En 2022, l'accent a été mis davantage sur l'utilisation de listes de contrôle relatives à la durabilité et à la clôture des projets. Une série d'examens conjoints mensuels du portefeuille a été organisée pour examiner l'état d'avancement des projets et résoudre les problèmes. Dans le cadre du processus d'examen, le SE et le GFAS ont évalué les risques fiduciaires et de mise en œuvre de chaque projet afin d'adapter la fréquence et les interventions de suivi et de convenir



© Simon Hess/CIR

des mesures à prendre pour aller de l'avant. Le Système de gestion de l'information du CIR a été doté d'un nouveau tableau de bord permettant aux Membres du Conseil du CIR de suivre les principales données relatives à la clôture.



“L'évaluation a été un processus très inclusif et consultatif, associant l'ensemble des parties prenantes aux différents niveaux et dans les capitales.

– **Billy Malijani**, Président du Sous-Comité d'évaluation et Premier Secrétaire, Mission permanente de la République de Zambie à Genève

Rapport final
» Cliquez/scannez pour en savoir plus



Évaluation

L'évaluation du programme du CIR s'est achevée début 2022 avec l'acceptation du rapport final par le Sous-Comité d'évaluation. Poursuivant le processus inclusif de supervision de l'évaluation, le Sous-Comité a élaboré le projet de Réponse de la direction aux recommandations immédiates issues de l'évaluation, qui a ensuite été examiné et adopté par le Conseil du CIR. La mise en œuvre de la Réponse de la direction est en cours et s'aligne sur celle du Plan de clôture provisoire.

Par ailleurs, des travaux ont également été entamés pour élaborer des lignes directrices concernant l'examen de l'impact et de la durabilité, en exploitant les enseignements tirés du processus d'examen de la durabilité pour créer un produit destiné à tous les pays. Un soutien a été apporté à plus de 20 évaluations de projets au cours de l'année.

Apprentissage

Les activités d'apprentissage ont inclus la préparation d'un examen de l'intégration des UNMO et le regroupement des enseignements partagés par les pays lors des ateliers régionaux du CIR autour des thèmes de la communication, des évaluations, des processus d'apprentissage, du suivi, de la mobilisation des ressources, de la gestion des risques et de l'optimisation des ressources. Des études ont été mandatées pour mieux tirer les leçons des processus relatifs aux dimensions genre et environnement et au suivi des EDIC. Dans un souci d'apprentissage permanent, un examen de 23 évaluations de projets réalisées au cours de l'année précédente a été effectué et exposé au Conseil du CIR. Les résultats ont montré que les évaluations étaient de plus en plus utilisées dans le cadre des processus d'apprentissage au niveau national et ont permis d'identifier les domaines devant faire l'objet d'une attention particulière.

Optimisation des ressources

Le CIR est très attaché à l'optimisation des ressources, et met dans cette optique l'accent sur l'efficacité, l'efficience, les économies et l'équité à chaque stade du programme. En ce qui concerne l'efficacité, 80% des étapes clés du programme ont été atteintes ou dépassées en 2022. Pour ce qui est de l'efficience, au 31 décembre 2022, le montant total des décaissements du CIR au titre de la Phase Deux s'élevait à 118,6 millions d'USD (86,97% de l'enveloppe totale). En ce qui concerne les économies,

le SE a continué d'optimiser et de réorganiser les effectifs existants afin de pourvoir les postes vacants. Cela a permis d'économiser quelque 520 000 USD (environ 13% du budget du SE pour 2022). Pour le GFAS, les économies réalisées au cours de l'année 2022 se sont élevées à 270 000 USD (soit environ 11% du budget du GFAS pour 2022). Le taux des frais d'administration du SE et du GFAS représentait 11,94% des engagements des donateurs du CIR envers le Fonds d'affectation

spéciale pour le CIR (en dessous du seuil de 13%). En ce qui concerne l'équité, les efforts ont été renforcés pour veiller à ce qu'aucun PMA ne soit laissé pour compte, avec un soutien intensifié aux nouveaux pays du CIR. De même, le CIR a continué à mettre l'accent sur l'autonomisation économique des femmes, celles-ci représentant désormais 61% de l'ensemble des bénéficiaires. Tous les objectifs de la matrice d'optimisation des ressources du CIR pour 2022 ont été atteints.

Adaptation aux risques



80% des étapes sont atteintes ou dépassées.



Économie:
Plus de 700 000 USD d'économies.



Des **examens mensuels du portefeuille** permettent de contrôler les risques liés aux projets.

Les risques liés à la pandémie de COVID-19 ont persisté en 2022, même s'ils se sont atténués au fil de l'année. L'impact de la pandémie a continué à se faire sentir avec des restrictions sur les voyages et les réunions dans certains pays jusqu'en septembre 2022. Des risques supplémentaires liés aux crises géopolitiques, à l'inflation et aux situations de conflit sont apparus dans certains PMA, nécessitant des ajustements de la programmation et des engagements au titre des projets. Les risques liés aux conflits armés ont été portés à la connaissance du Conseil du CIR et gérés de manière à réduire l'exposition du programme et l'utilisation des fonds. Les principaux risques opérationnels concernaient l'achèvement en temps voulu des projets en cours et la durabilité des résultats, sachant que tous les

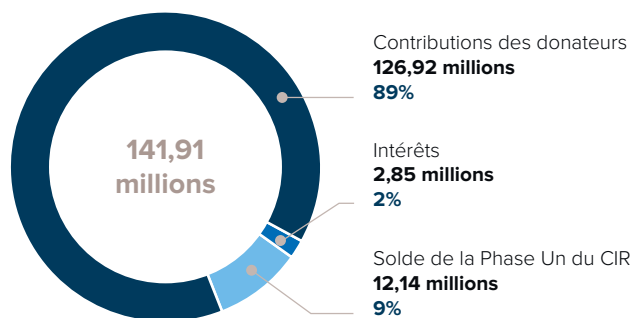
projets du CIR doivent être clôturés en 2023. Les mesures d'atténuation ont consisté à renforcer le suivi basé sur les risques et à adapter les projets de manière plus fréquente en faisant preuve d'anticipation, ainsi qu'à élaborer et à mettre en place des outils d'aide à l'évaluation de la durabilité. Un suivi et une mise à jour des risques au niveau des projets, mettant l'accent sur la clôture, ont été effectués au minimum sur une base mensuelle, les risques au niveau du programme relevant de l'équipe spéciale conjointe SE/GFAS pour la gestion des risques et des questions connexes. En 2022, l'équipe spéciale a élaboré une politique officielle de gestion des risques pour le CIR et mis en place un système de gestion des risques en ligne pour les risques au niveau du programme.

Renseignements fiduciaires actualisés

Le Fonds d'affectation spéciale pour le CIR en un coup d'œil

Les contributions de 16 donateurs du CIR ont été acceptées et gérées par le GFAS (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets – UNOPS) en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR. De la conférence d'annonce de contributions 2015 du CIR au 31 décembre 2022, les engagements des donateurs du CIR pour la Phase Deux du CIR (y compris les montants versés au titre du solde de la Phase Un du CIR et les intérêts perçus) se sont élevés à 149,61 millions d'USD (dont 141,91 millions d'USD qui ont été reçus). Le total des fonds reçus jusqu'à la fin de 2022 représentait 94,83% du montant total engagé.

Sources du Fonds d'affectation spéciale



Contributions des donateurs au 31 décembre 2022 (millions d'USD)

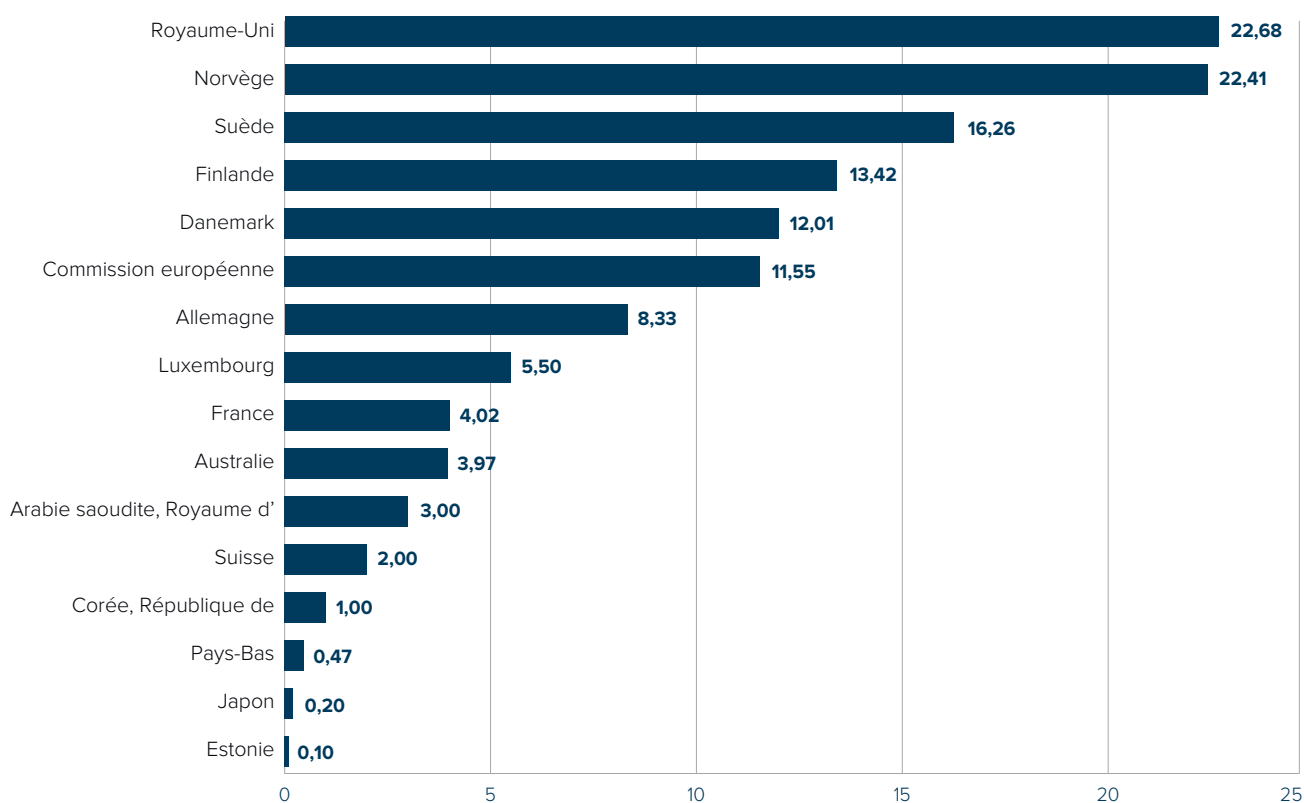


Tableau 1. Changements durant l'année 2022 uniquement (USD)

Catégorie	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements
Contribution des donateurs du CIR	Arabie saoudite, Royaume d'		1 116 071
	Finlande	388 450	388 434
	Luxembourg		1 743 780
	Norvège		500 000
	Royaume-Uni		1 442 585
	Suède		1 701 571
Total contributions des donateurs du CIR		388 450	6 892 441
Solde de la Phase Un du CIR	Solde de la Phase Un du CIR		61 762
Total solde de la Phase Un du CIR			61 762
Intérêts perçus	Intérêts perçus – alloués	116 227	116 226
	Intérêts perçus – Remboursement par les Principales entités de mise en œuvre (PEMO)	6 035	6 035
Total intérêts perçus		122 262	122 261
Total général		510 712	7 076 464

Tableau 2. Situation générale des contributions (USD)

Catégorie	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements	Solde
Contributions des donateurs du CIR	Allemagne	8 332 890	8 332 890	-
	Arabie saoudite, Royaume d'	4 000 000	3 000 000	1 000 000
	Australie	3 965 521	3 965 521	-
	Commission européenne	11 550 748	11 550 748	-
	Corée, République de	1 000 000	1 000 000	-
	Danemark	12 009 573	12 009 573	-
	Estonie	101 539	101 539	-
	Finlande	13 424 320	13 424 320	-
	France	4 018 307	4 018 307	-
	Japon	197 321	197 321	-
	Luxembourg	5 495 219	5 495 219	-
	Norvège	22 414 346	22 414 346	-
	Pays-Bas	472 255	472 255	-

Tableau 2. Situation générale des contributions (USD)				
Catégorie	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements	Solde
Contributions des donateurs du CIR	Royaume-Uni	29 375 669	22 678 464	6 697 205*
	Suède	16 259 461	16 259 461	-
	Suisse	2 000 000	2 000 000	-
Total contributions donateurs du CIR		134 617 169	126 919 964	7 697 205
Solde de la Phase Un du CIR		12 140 593	12 140 593	-
Total solde de la Phase Un du CIR		12 140 593	12 140 593	-
Intérêts perçus	Intérêts perçus - alloués	2 789 012	2 789 012	-
	Intérêts perçus – Remboursement par les PEMO	60 563	60 563	-
Total intérêts perçus		2 849 575	2 849 575	-
Total général		149 607 337	141 910 132	7 697 205

*La contribution a été annulée.

Allocations au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR pour la Phase Deux du CIR

Au 31 décembre 2022, les allocations pour les activités au titre de la Phase Deux du CIR ont totalisé 135,36 millions d'USD, dont 91,25 millions d'USD pour les projets et 23,44 millions d'USD pour le soutien technique du SE et les activités globales, telles que les ateliers de renforcement des capacités pour les PEMO, la communication, la

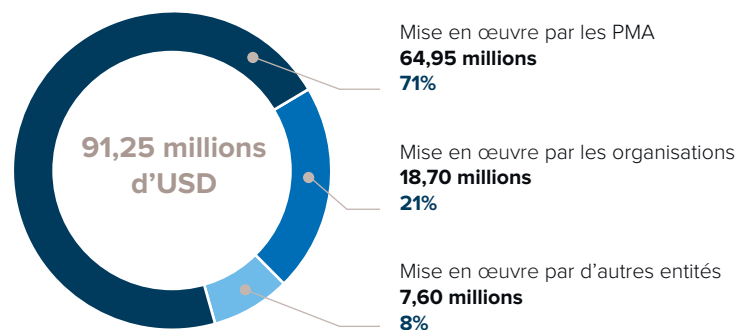
mobilisation des ressources du partenariat, la logistique pour les réunions du Conseil du CIR, le renforcement des systèmes de S&E, le Système de gestion de l'information du CIR et le Centre de connaissances du CIR, les plates-formes globales et les évaluations du CIR.

Tableau 3. Allocations pour les activités du CIR		
Catégorie	Type	Phase Deux du CIR
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1	20 601 565
	Catégorie 2	37 492 534
	Combiné	6 858 277
Total mise en œuvre par les PMA		64 952 376
Mise en œuvre par d'autres entités	Catégorie 2	1 610 618
	Régional	5 988 259
Total mise en œuvre par d'autres entités		7 598 876

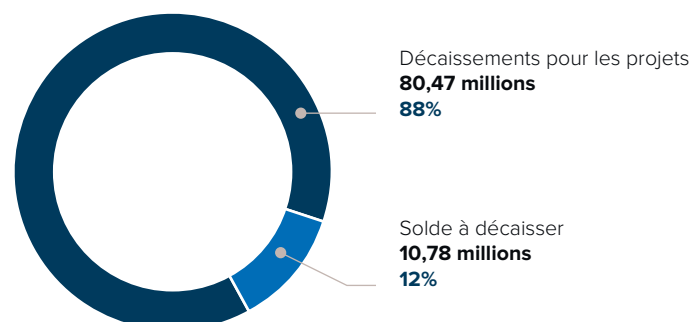
Tableau 3. Allocations pour les activités du CIR		
Catégorie	Type	Phase Deux du CIR
Mise en œuvre par les organisations	Catégorie 1	6 522 274
	Catégorie 2	4 800 334
	Régional	5 275 527
	Combiné	2 100 000
Total mise en œuvre par les organisations		18 698 135
Soutien technique du SE et activités globales		23 442 278
Volet administratif du SE		8 035 152
GFAS		12 627 567
Total		135 354 385
Honoraires de gestion de l'UNOPS (0,75%)		1 015 158
Total général		136 369 543

Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre des projets dans les PMA (mise en œuvre par les pouvoirs publics) était de 64,95 millions d'USD (71,18% du total des fonds alloués aux projets), alors que la part des organisations allouée à la mise en œuvre directe était de 18,67 millions d'USD (20,49%). Les 7,6 millions d'USD restants (8,33%) représentaient les fonds alloués par diverses autres entités, telles que des organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales.

Allocation aux projets par catégories de PEMO



Décaissements pour les projets



Décaissements et exécution

Au cours de l'année 2022, un total de 22,38 millions d'USD a été décaissé pour le programme. Le montant total décaissé au titre de la Phase Deux du CIR jusqu'au 31 décembre 2022 s'élevait à 118,6 millions d'USD, soit 86,97 % du total des allocations pour la Phase Deux du CIR.

Catégorie dans le rapport annuel	2016-2021	2022	Total général
Mise en œuvre par les PMA	47,03	10,30	57,33
Mise en œuvre par les organisations	12,59	4,17	16,76
Mise en œuvre par d'autres entités	4,94	1,44	6,38
Activités globales et soutien technique du SE	3,25	0,65	3,90
Soutien administratif du SE	19,54	3,56	23,10
GFAS	8,15	2,09	10,25
Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR 0,75%	0,72	0,17	0,88
	96,22	22,38	118,60

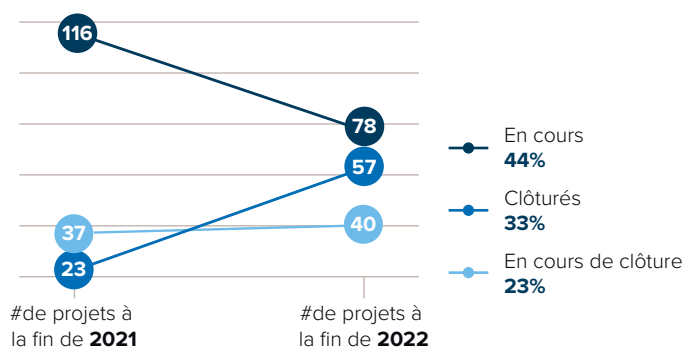
Aperçu du portefeuille du CIR au 31 décembre 2022

Au 31 décembre 2022, 78 projets étaient encore en cours de mise en œuvre et trois en cours de clôture. Au cours de l'année, 34 projets ont été clôturés, faisant passer le nombre de projets clôturés de 23 à 57. Au cours de l'année 2022, six projets ont reçu un financement supplémentaire dans le cadre du mécanisme relatif à l'utilisation du solde

des fonds du CIR, approuvé par le Conseil du CIR, pour un budget total de 1,12 million d'USD. Le Burkina Faso a reçu un financement supplémentaire de 0,39 million d'USD, qui a été approuvé à titre exceptionnel lors de la réunion du Conseil du CIR.

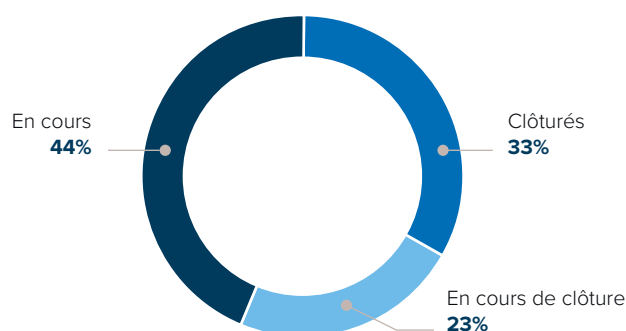
Progrès en 2022

(Nombre de projets en phases de mise en œuvre)



Progrès en 2022

(Nombre de projets en phases de mise en œuvre)



Transparence, responsabilité et supervision accrues des fonds du CIR

En 2022, le GFAS a achevé le transfert des fonds aux principaux partenaires de mise en œuvre des bénéficiaires, y compris PEMO nationales, entités et organisations. Le GFAS a géré les risques pendant et après le transfert des fonds en opérationnalisant ses outils de gestion des risques, en examinant les rapports des PEMO et en développant de nouvelles fonctionnalités du Centre de connaissances du CIR pour la gestion des bases de données.



GESTION FINANCIÈRE ET RAPPORTS

Réception et décaissement des fonds conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNOPS.

Faire en sorte que les rapports des PEMO soient exacts et communiqués dans les délais.

Fournir des rapports réguliers et ad hoc précis à la demande des partenaires.



SUPERVISION ET CLÔTURE DES PROJETS dans une perspective opérationnelle et fiduciaire

Les outils de protection et de contrôle ont été mis en œuvre de manière virtuelle et en présentiel en 2022. Suivi des projets adapté au niveau de risque.

Atténuation des risques appliquée tout en veillant à ce que les priorités et difficultés au niveau des pays soient comprises.



ASSURANCE QUALITÉ ET CONFORMITÉ

Accords juridiques et place avec les donateurs du CIR et les PEMO qui couvrent toute la durée de la Phase Deux du CIR et des projets. Conformité avec le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNOPS.

Mise en œuvre et clôture des projets conformes aux lignes directrices fiduciaires et programmatiques.

Contribution à une coordination et une gouvernance efficaces (y compris le Conseil du CIR et les partenaires clés).



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Soutien continu aux UNMO pour la gestion des projets et la gestion financière.

Reproduction des meilleures pratiques en vue de la durabilité et l'impact dans une perspective fiduciaire et financière.

Application d'outils flexibles.



RÉSULTATS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ DU CIR

Intégration à l'appui de l'appropriation par les pays, du partenariat et des approches axées sur la demande et participatives conformément aux principes financiers et fiduciaires approuvés au plan international (responsabilité, transparence, efficacité et efficacité).



BASES DE DONNÉES ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Le Centre de connaissance du CIR a continué à servir de source d'information fondamentale du CIR pendant l'année et à fournir des renseignements sur les aspects fiduciaires pour le SIG et le site Web du CIR. Comme l'année précédente, le centre n'a pas cessé d'être amélioré et adapté pour répondre aux besoins en constance évolution du programme.



OPTIMISATION DE L'UTILISATION DES RESSOURCES DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE

L'allocation des fonds et leur gestion sont conformes aux principes d'optimisation des ressources du CIR et à la matrice d'action.

Les indicateurs correspondants ont continué d'être appliqués à tous les stades du cycle de vie des projets pour faire en sorte que les fonds soient utilisés pour obtenir les résultats escomptés.

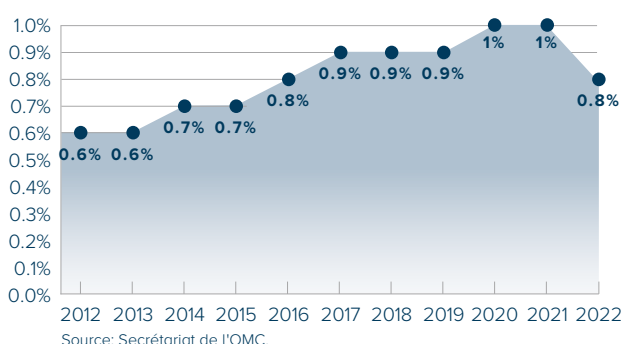
10 Annexes

Résultats par indicateur

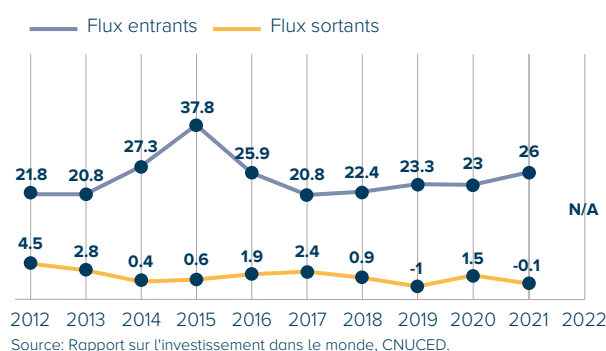


Indicateurs au niveau des impacts

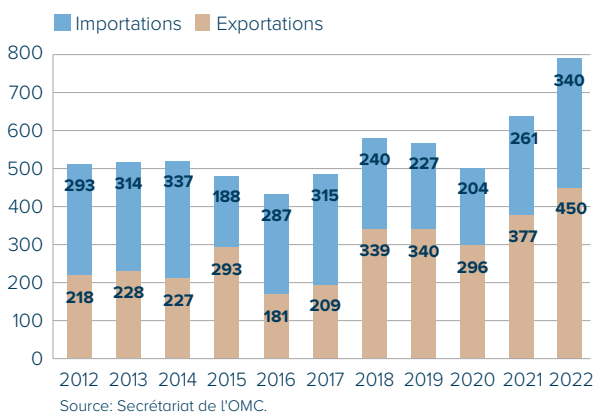
A – Part des PMA dans les exportations de produits non pétroliers (%)



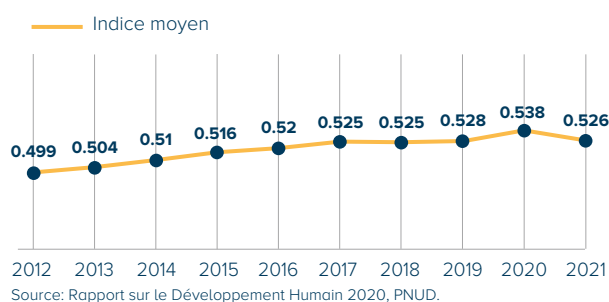
D – Investissement étranger direct (IED) dans les PMA (milliards d'USD)



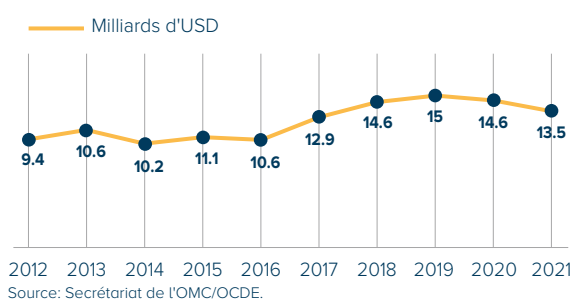
B – Valeur du commerce des PMA (milliards d'USD)



E – Indice de développement humain (IDH) dans les PMA

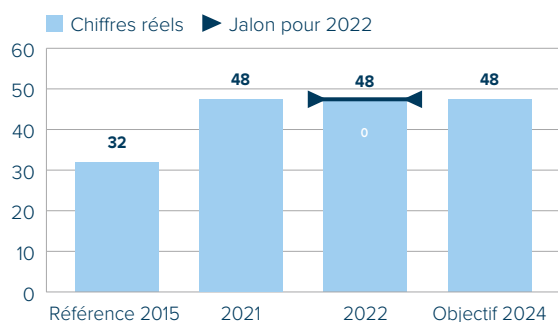


C – Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA

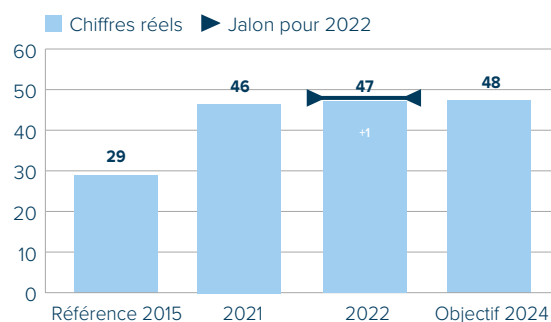


Résultat 1 – Amélioration de l’environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

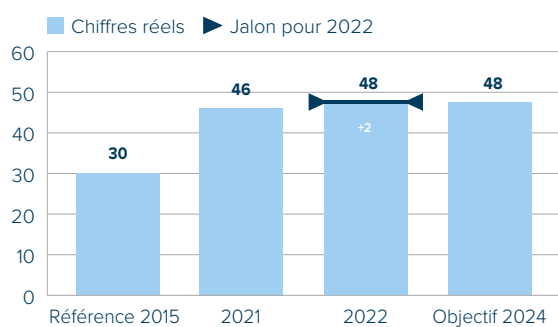
1.a. – Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement



1.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce

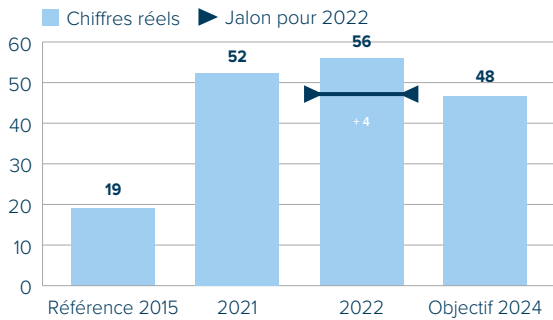


1.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes effectifs de coordination dans le domaine commercial

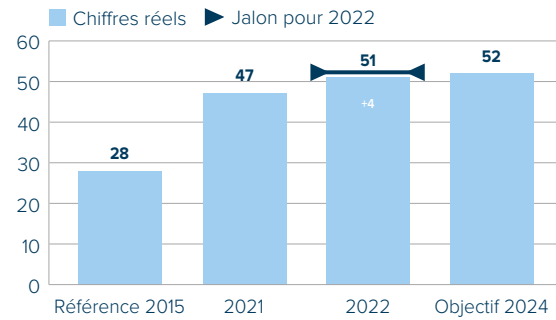


Produit 1 – Amélioration des cadres politiques et réglementaires fondés sur des données probantes pour le commerce et l’investissement

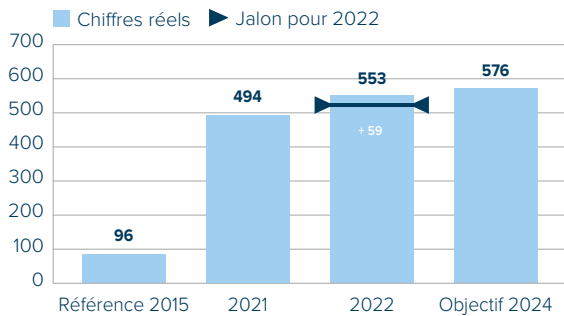
1.1.a. – Nombre de politiques en matière de commerce et d’investissement de qualité, formulées et mises à jour avec le soutien du CIR



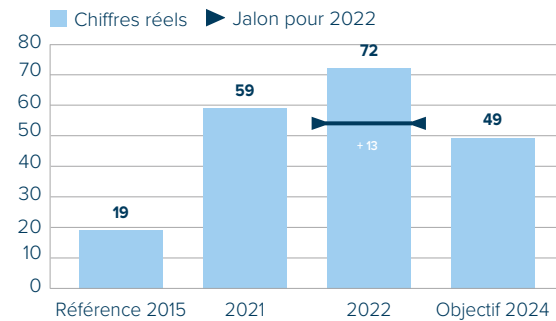
1.1.c. – Nombre d’EDIC développées avec l’aide du CIR



1.1.b. – Nombre d’actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions liés au commerce

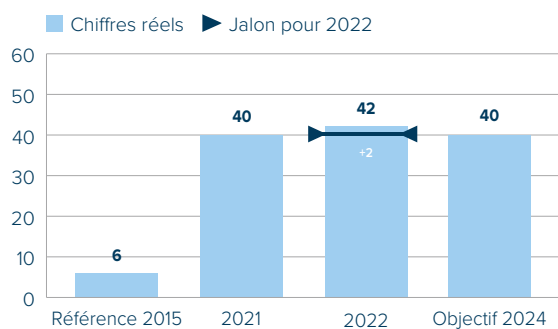


1.1.d. – Nombre de règlements liés au commerce et à l’investissement adoptés

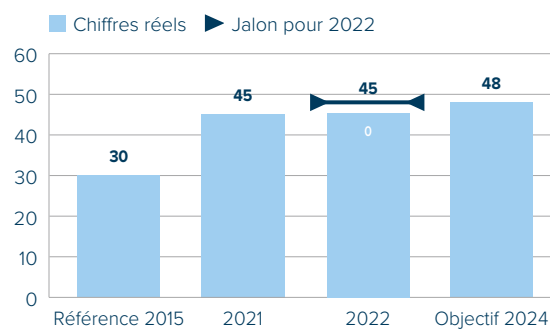


Produit 2 – Renforcement de la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l'investissement

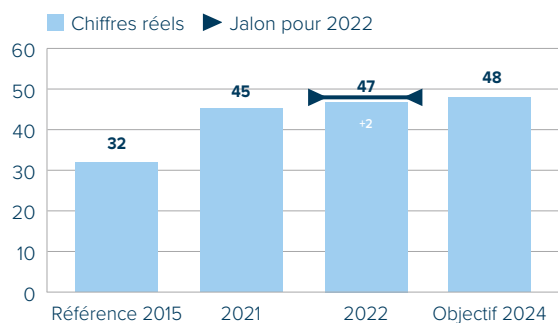
1.2.a. – Nombre de pays du CIR dans lesquels les Unités nationales de mise en œuvre du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales



1.2.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes pour un dialogue de qualité entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce et à l'investissement

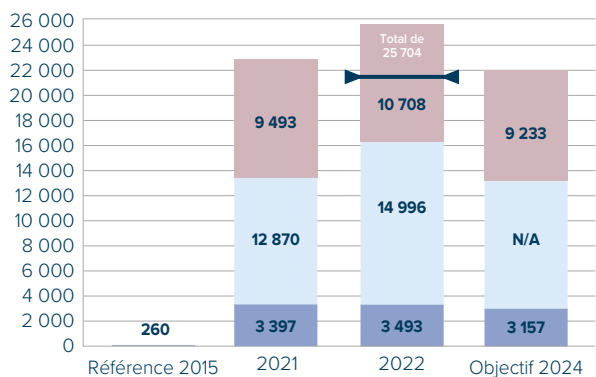


1.2.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité



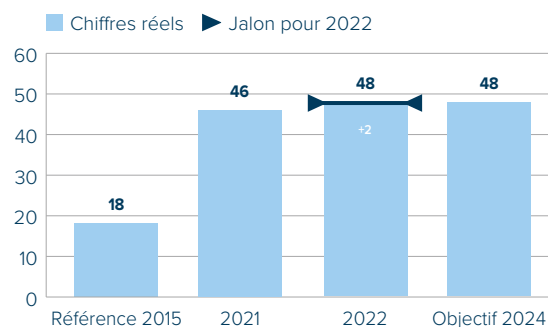
Produit 3 – Renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques

1.3.a. – Nombre de fonctionnaires (ventilés par sexe et par âge) formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce

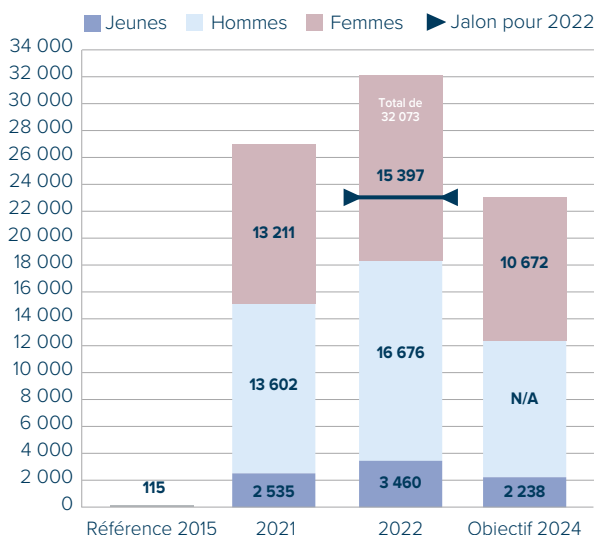


Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

1.3.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements liés à l'investissement et au commerce pour les diverses parties prenantes



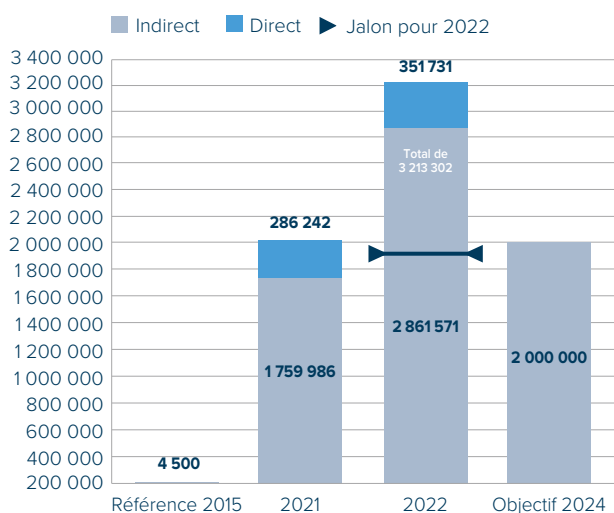
1.3.b. – Nombre de représentants du secteur privé et de la société civile (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce pour participer au programme national en matière de commerce



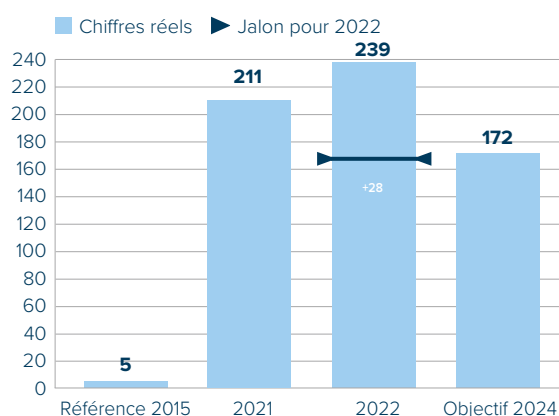
Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

Résultat 2 – Accroissement des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA

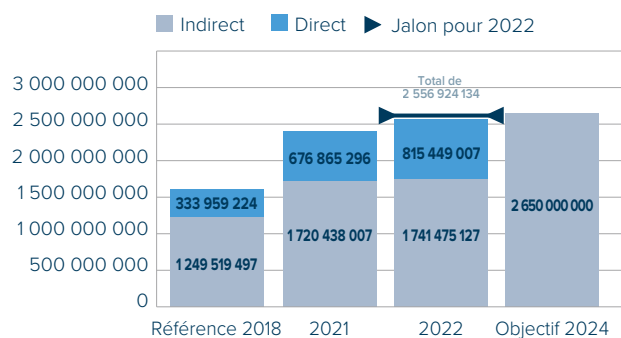
2.a. – Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR (tonnes)



2.c. – Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR

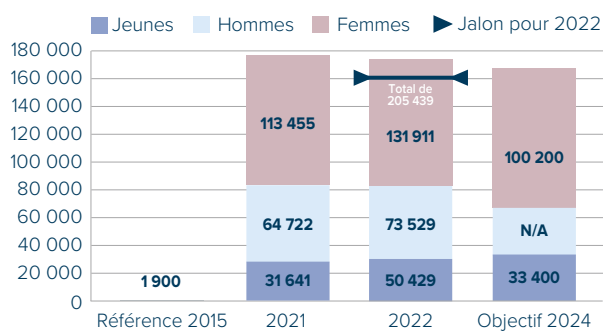


2.b. – Valeur (USD) des exportations générées grâce aux interventions du CIR

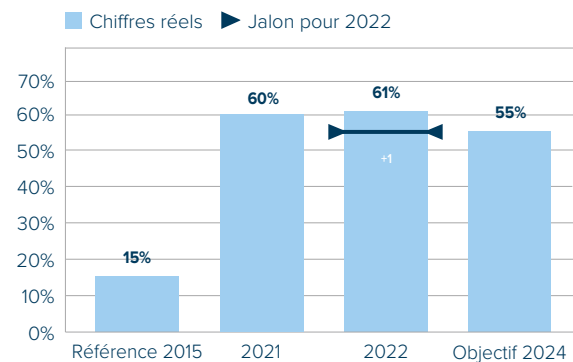


Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

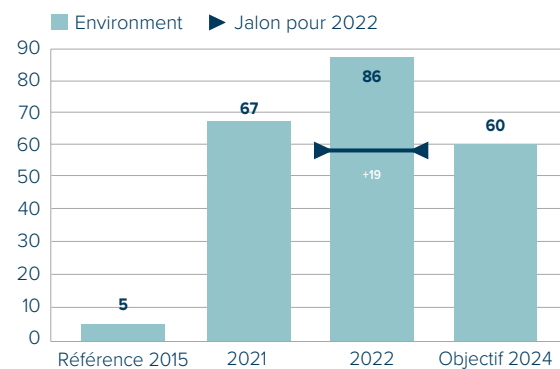
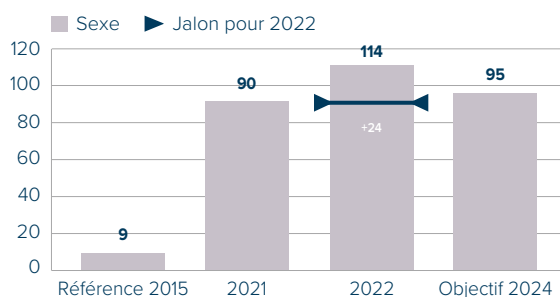
2.1.a. – Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur grâce à une participation aux initiatives de renforcement des capacités du CIR



2.1.c. – Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets dans les secteurs de production financés par le CIR

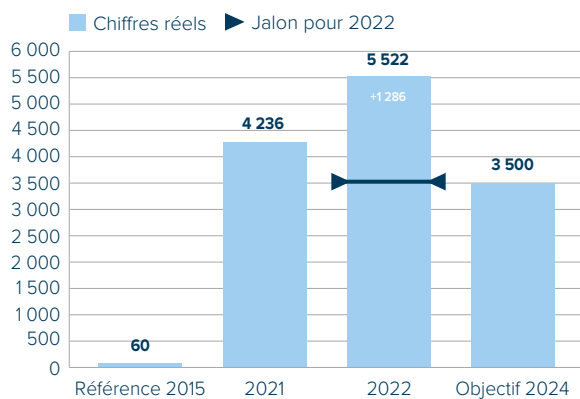


2.1.b. – Nombre d'activités de sensibilisation menées sur la problématique hommes-femmes et l'environnement

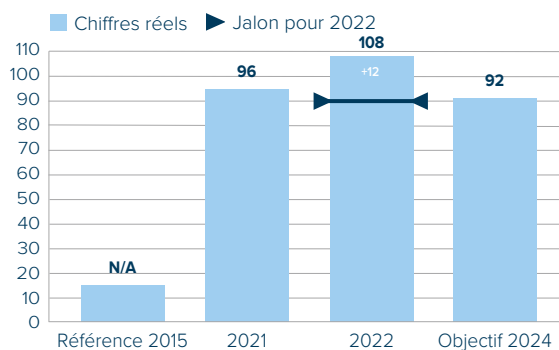


Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

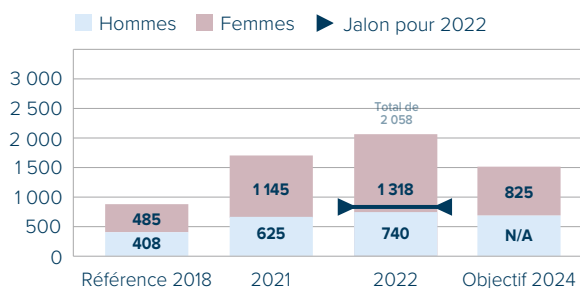
2.1.d. – Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur



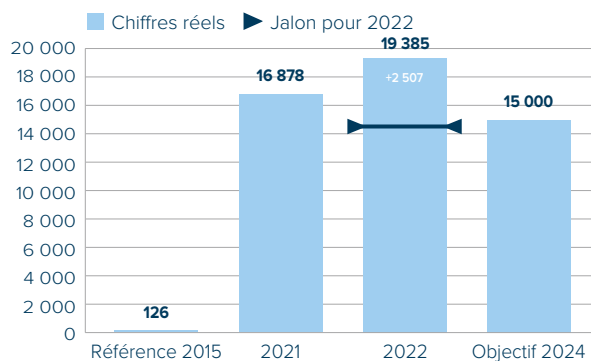
2.1.f. – Nombre d'initiatives de facilitation des échanges entreprises avec le soutien du CIR



2.1.e. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) participant à des foires commerciales liées à la connectivité des marchés

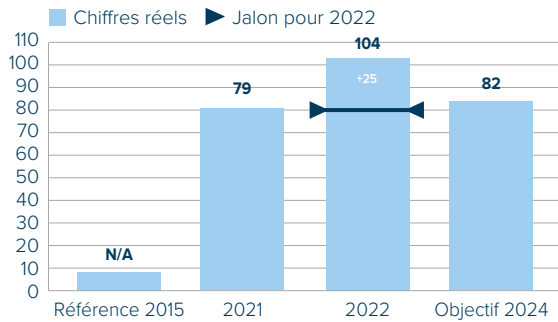


2.1.g. – Nombre de MPME soutenues dans le cadre d'un projet du CIR

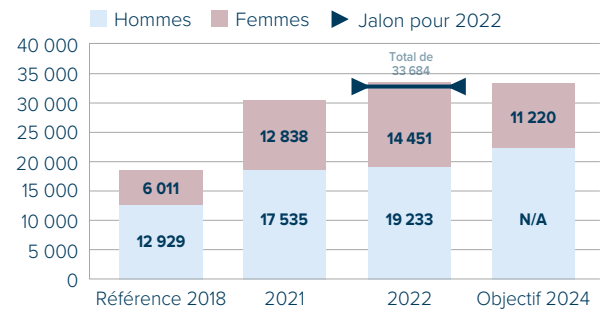


Produit 2 – Amélioration de l'utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

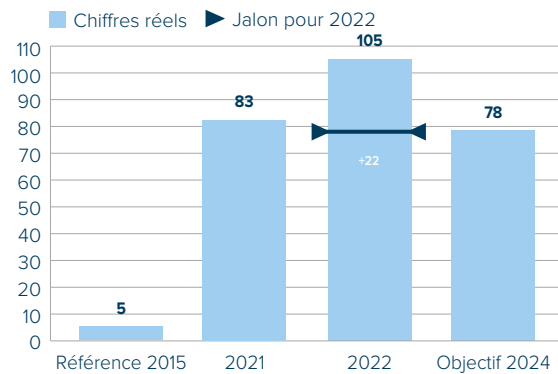
2.2.a. – Nombre d'initiatives lancées pour le commerce électronique



2.2.c. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) ayant adopté de nouvelles technologies grâce aux initiatives de renforcement des capacités du CIR

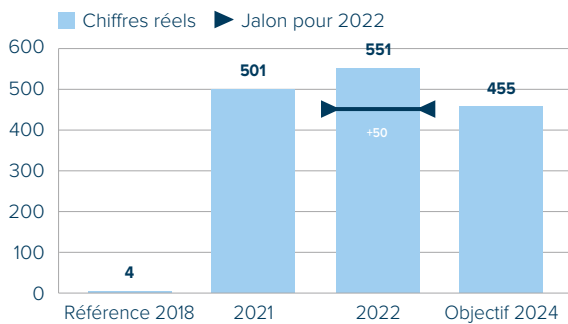


2.2.b. – Nombre de nouvelles technologies adoptées grâce au soutien du CIR

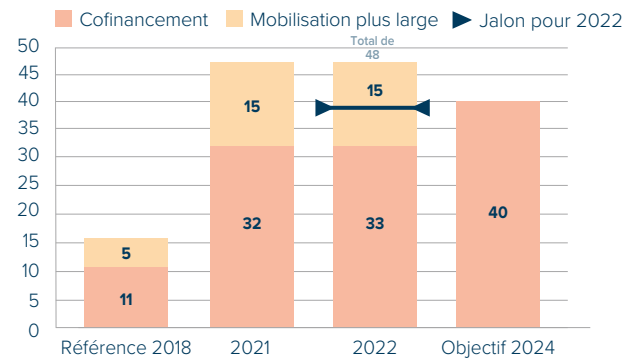


Produit 3 – Soutien aux pays du CIR visant à mobiliser (directement ou indirectement) des ressources supplémentaires

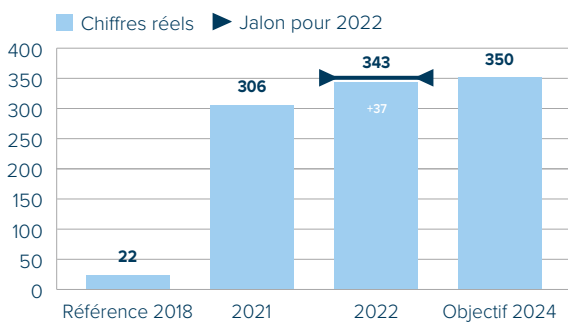
2.3.a. – Nombre de mesures prises par les partenaires du CIR (organisations/PEMO) pour mobiliser des financements et de l'expertise



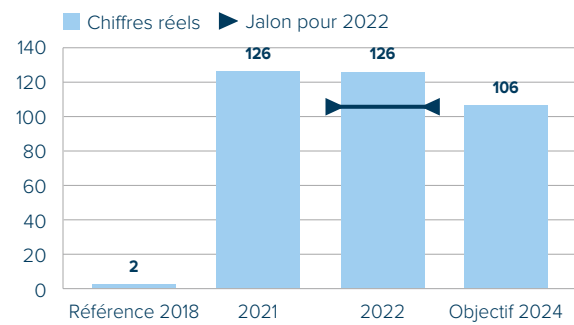
2.3.c. – Nombre de projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé



2.3.b. – Nombre de projets financés par les partenaires de développement (donateurs/organisations/banques de développement) liés à la matrice des actions de l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce



2.3.d. – Nombre de projets du CIR bénéficiant d'un financement additionnel de la part de gouvernements et de partenaires de développement



Liste des projets de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR



Au 31 décembre 2022

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Afghanistan	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (ÉDIC)	Achèvement	400 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Arrêt	1 713
	Soutien du CIR aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) (catégorie 1, phase 1)	Arrêt	12 560
	Soutien aux ANMO (remanié)	Arrêt	62 440
Total Afghanistan			526 713
Angola	Mise à jour de l'ÉDIC	Mise en œuvre	300 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Mise en œuvre	150 000
Angola Total			450 000
Bangladesh	Mise à jour de l'ÉDIC (remanié)	Mise en œuvre	200 000
	Projet de développement de la compétitivité des exportations	Mise en œuvre	856 528
	ÉDIC	Achèvement	460 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	300 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 2 et 3	Achèvement	600 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
Total Bangladesh			2 466 528
Bénin	Développement de la chaîne de valeur du karité	Mise en œuvre	1 500 000
	Stratégie d'exportation nationale	Mise en œuvre	200 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	196 353
	Étude de faisabilité sur l'établissement d'installations pour le commerce transfrontières	Achèvement	118 377
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 991
	Renforcement des capacités productives et commerciales	Achèvement	2 955 805
	Soutien à la durabilité	Achèvement	291 417
Total Bénin			1 500 000
Bhoutan	Diversification des exportations - Brand Bhutan	Mise en œuvre	1 500 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	ÉDIC	Achèvement	400 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	200 000
	Infrastructure électronique (E4T)	Achèvement	1 482 270
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 053
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	600 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
Total Bhoutan			5 207 323

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Burkina Faso	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Filière du karité (PACFI-K)	Mise en œuvre	1 888 230
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	191 322
	Intégration	Achèvement	70 621
	Mangue et noix de cajou	Achèvement	2 999 089
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 465 002
	Karité - Étude de faisabilité	Achèvement	196 094
	Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame	Achèvement	2 666 884
	Soutien à la durabilité	Achèvement	286 764
Total Burkina Faso			9 463 792
Burundi	Soutien SPS pour l'agro-industrie	Achèvement	2 503 277
	Mécanismes de soutien à l'exportation	Achèvement	606 274
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	198 268
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	249 470
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 476
	Soutien à la durabilité	Achèvement	296 592
Total Burundi			5 353 358
Cabo Verde	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	594 344
Total Cabo Verde			1 694 344
Cambodge	Go4eCAM	Mise en œuvre	1 499 344
	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) I - Évaluation	Achèvement	220 661
	CEDEP I - Riz	Achèvement	1 112 847
	CEDEP I - Soie	Achèvement	974 980
	CEDEP II - Académie des arts culinaires	Achèvement	950 000
	CEDEP II - Manioc	Achèvement	993 955
	CEDEP II - Évaluation	Achèvement	339 952
	CEDEP II - Pêche en mer	Achèvement	988 953
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	194 355
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	185 756
	Formulation d'une stratégie en matière de commerce électronique	Achèvement	116 917
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 288 392
	Soutien à la durabilité	Achèvement	201 192
Total Cambodge			9 067 305

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Comores	Écotourisme	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien en faveur de l'accession à l'OMC	Mise en œuvre	100 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	256 791
	Compétitivité des exportations	Achèvement	3 503 237
	Soutien à l'intégration	Achèvement	199 933
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	599 650
	Soutien à la durabilité	Achèvement	299 543
Total Comores			7 359 154
Congo, République démocratique du	Huile de palme	Achèvement	2 647 745
	ÉDIC	Achèvement	400 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	198 810
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 159
	Soutien aux ANMO par CCI - catégorie 1, phase 1	Achèvement	252 520
	Soutien aux ANMO par CCI - catégorie 1, phase 2	Achèvement	75 193
	Pré-ÉDIC	Achèvement	49 841
	Soutien à la durabilité	Achèvement	150 000
Total Congo, République démocratique du			5 274 268
Djibouti	Amélioration des conditions de l'activité des entreprises et développement de l'entrepreneuriat	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	196 529
	Élaboration de la stratégie nationale en matière de commerce et de commerce électronique	Achèvement	120 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 381 375
	Soutien aux ANMO par CCI	Achèvement	642 592
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
	Développement et promotion du tourisme	Achèvement	1 469 088
Total Djibouti			5 609 584
Éthiopie	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	160 534
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	390 058
	Production de miel de qualité et commerce équitable (Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes)	Achèvement	1 484 978
	Soutien aux ANMO - phase 1	Achèvement	625 000
	Soutien aux ANMO - phase 2	Achèvement	490 000
	Soutien aux ANMO par CCI	Achèvement	49 963
Total Éthiopie			3 200 533

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Gambie	Reprise après la COVID-19 - Accès aux marchés des horticultrices	Mise en œuvre	200 000
	Analyse du commerce et de l'économie numérique	Mise en œuvre	99 715
	Intégration du commerce et renforcement des chaînes de valeur - Activités post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)	Achèvement	50 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	193 559
	Intégration	Achèvement	89 409
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 498 986
	Compétitivité sectorielle et diversification des exportations (SCEDP)	Achèvement	2 340 528
	SheTrades Gambie	Achèvement	285 607
	Soutien à la durabilité	Achèvement	297 500
	Facilitation des échanges (aéroport)	Achèvement	2 494 200
Total Gambie			7 624 505
Guinée	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Coopération à flux inversé sur le renforcement de la chaîne de valeur	Mise en œuvre	348 090
	Renforcement de la capacité opérationnelle de l'Office national de contrôle de qualité	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	278 476
	Mangue (PRODEFIMA)	Achèvement	2 998 148
	Stratégie nationale de développement du commerce	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Guinée			7 199 714
Guinée-Bissau	Développement de la pêche artisanale (DESPAR-GB)	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	199 435
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO par CCI	Achèvement	205 610
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Guinée-Bissau			3 705 045
Guinée équatoriale	ÉDIC	Achèvement	285 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	898 560
Total Guinée équatoriale			1 233 560

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Haïti	Pêche et sel de mer	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	ÉDIC	Achèvement	294 953
	Étude de faisabilité - Secteur agricole	Achèvement	174 424
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	591 545
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
Total Haïti			3 810 922
Îles Salomon	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)	Mise en œuvre	1 500 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	46 460
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - année 5	Achèvement	150 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2 - années 1 à 4	Achèvement	1 200 000
	Tourisme (SI-TIDE)	Achèvement	1 500 000
Total Îles Salomon			4 396 460
Kiribati	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	Achèvement	600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3	Achèvement	279 183
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	60 106
Total Kiribati			1 539 289
Lesotho	Productivité agricole	Achèvement	2 705 214
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	160 000
	Feuille de route pour la Stratégie d'exportation nationale	Achèvement	97 186
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 296 857
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	54 409
	Soutien à la durabilité	Achèvement	299 754
	Intégration du commerce - Politique commerciale nationale	Achèvement	170 277
Total Lesotho			4 783 697
Libéria	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	199 640
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	49 204
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 900
	Tourisme du surf	Achèvement	500 000
	Soutien à la durabilité	Achèvement	150 000
	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	Achèvement	199 433
Total Libéria			2 598 176
Madagascar	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Mise en œuvre	1 348 285
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	223 840
	Pré-ÉDIC	Achèvement	49 677
Total Madagascar			1 621 802

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Malawi	Don pour l'élaboration de projets (DEP) - Stratégie d'exportation nationale II	Mise en œuvre	100 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Coproduits du coton	Achèvement	50 168
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	199 080
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	59 757
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	899 250
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	593 173
	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	Achèvement	1 648 750
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	Achèvement	200 000
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Un du CIR	Achèvement	1 146 299
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Deux du CIR	Achèvement	204 378
Total Malawi			5 400 854
Maldives	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 495 522
	Renforcement des capacités institutionnelles pour la facilitation des échanges	Achèvement	1 557 502
Total Maldives			3 053 024
Mali	Gomme arabique - Phase Deux du CIR	Mise en œuvre	798 051
	Développement de la filière karité (PRODEFIKA)	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	200 000
	Gomme arabique - Phase Un du CIR	Achèvement	2 825 340
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 412 863
	Soutien à la durabilité	Achèvement	299 643
Total Mali			7 035 897
Mauritanie	Écotourisme (PNBA)	Mise en œuvre	1 500 000
	Renforcement des capacités institutionnelles liées au commerce	Mise en œuvre	600 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	400 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	890 216
Total Mauritanie			3 390 216
Mozambique	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - Remanié	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	195 755
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	597 472
	Soutien aux ANMO par CCI	Achèvement	184 150
Total Mozambique			1 277 377

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Myanmar	Projet combiné - Renforcement du commerce des services (M-STEP) et soutien aux ANMO - projet de catégorie 1, phase 2	Achèvement	1 119 377
	ÉDIC	Achèvement	340 050
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	Achèvement	600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3	Achèvement	293 613
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
Total Myanmar			2 403 039
Népal	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	200 000
	Exportation de thé durable (NISTE)	Mise en œuvre	1 495 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	86 448
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	44 274
	Compétitivité de la filière gingembre	Achèvement	700 642
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Un du CIR	Achèvement	3 580 000
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Deux du CIR	Achèvement	125 639
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	941 687
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - Remanié	Achèvement	311 865
	Pashmina (PETS)	Achèvement	1 861 603
Total Népal			9 347 159
Niger	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Développement de la filière sésame	Achèvement	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	193 144
	Cuir et peaux	Achèvement	2 271 070
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 492 140
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Niger			5 831 353
Ouganda	Développement de l'artisanat et de la fabrication de souvenirs (HSDP)	Mise en œuvre	1 700 400
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Services commerciaux de district (DICOSS)	Achèvement	2 987 089
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	192 592
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	194 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 495 932
	Soutien à la durabilité	Achèvement	262 685
Total Ouganda			6 907 698

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
RDP lao	Projet combiné - Promotion de la compétitivité des exportations et soutien à la durabilité	Mise en œuvre	1 940 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	390 484
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	179 455
	Intégration	Achèvement	198 496
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 446 260
	Qualité et statistiques	Achèvement	2 488 411
Total RDP lao			6 643 106
République centrafricaine	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC	Mise en œuvre	150 000
	Sésame, maïs et huile de palme	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	29 455
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	564 186
Total République centrafricaine			3 143 641
Rwanda	Croissance des exportations	Mise en œuvre	1 488 250
	Lancement de la ZLECAf - Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Compétitivité commerciale grâce au commerce électronique	Mise en œuvre	500 000
	Développement des capacités transfrontières	Achèvement	3 324 948
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 634 400
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Rwanda			7 322 598
Samoa	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	156 469
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	42 347
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	898 682
	Programme de soutien du secteur commercial (TSSP) - Phase Deux du CIR	Achèvement	539 378
	TSSP - Phase Un du CIR	Achèvement	2 364 849
Total Samoa			4 001 725
Sao Tomé-et-Principe	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Mise en œuvre	900 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	173 705
Total Sao Tomé-et-Principe			1 073 705

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Sénégal	Établissement de la plate-forme nationale de commerce électronique	Mise en œuvre	200 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	195 734
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Un du CIR	Achèvement	2 877 541
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Deux du CIR	Achèvement	112 002
	Métrologie	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO - phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - phase 2	Achèvement	600 000
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
	Intégration du commerce	Achèvement	200 000
Total Sénégal			6 885 277
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP) - Remanié	Mise en œuvre	1 699 990
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	199 873
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 392 393
	Soutien à la durabilité	Achèvement	166 466
	Tourisme durable (STDPP)	Achèvement	811 074
Total Sierra Leone			4 269 796
Somalie	Renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'accèsion de la Somalie à l'OMC et de l'intégration du commerce	Mise en œuvre	200 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 875
Total Somalie			250 875
Soudan du Sud	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Mise en œuvre	1 050 000
	ÉDIC	Achèvement	398 456
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	200 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
	Intégration du commerce	Achèvement	115 365
Total Soudan du Sud			1 813 821
Soudan	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - Remanié	Mise en œuvre	616 020
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	197 759
Total Soudan			813 779
Tanzanie	Projet combiné - Capacités des MPME et projet de catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	2 100 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	340 466
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
Total Tanzanie			3 340 466

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Tchad	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	367 000
	Étude de faisabilité pour soutenir les filières datte, natron et sésame	Achèvement	147 235
	Gomme arabique - Soutien par le Conseiller en commerce international (CCI)	Achèvement	375 180
	Gomme arabique (PRCCGAT)	Achèvement	2 492 036
	Cuirs et peaux (PRCCFPCT)	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO par CCI	Achèvement	730 541
	Soutien à la durabilité	Achèvement	297 028
Total Tchad			7 484 020
Timor-Leste	Renforcement des capacités en vue de l'accession à l'OMC et de l'intégration du commerce	Mise en œuvre	300 000
	Autonomisation des femmes et redressement du tourisme	Mise en œuvre	149 640
	Pré-ÉDIC	Achèvement	43 515
Total Timor-Leste			493 155
Togo	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	1 800 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Coproduits du coton	Achèvement	50 168
	ÉDIC	Achèvement	400 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	200 000
	Renforcement des capacités en vue de l'accession à l'OMC et de l'intégration du commerce	Achèvement	100 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Pré-ÉDIC	Achèvement	50 000
	Soja	Achèvement	2 991 216
Total Togo			7 166 384
Tuvalu	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	85 000
	Commerce et développement intégré du secteur privé	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	156 445
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	59 938
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	502 027
Total Tuvalu			3 203 410

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Vanuatu	Système douanier automatisé et système de déclaration en douane de l'Union postale universelle	Achèvement	200 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	174 782
	Système de guichet unique électronique	Achèvement	1 293 158
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	48 233
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	426 940
	Transition en douceur vers la sortie de la catégorie des PMA	Achèvement	81 427
	Soutien à la durabilité	Achèvement	142 933
	Infrastructures touristiques	Achèvement	2 967 654
Total Vanuatu			6 235 127
Yémen	Centre de lutte contre les maladies et parasites touchant les abeilles (CBDP)	Achèvement	1 086 837
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	237 010
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	Achèvement	1 060 154
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	931 000
Total Yémen			3 315 001
Zambie	Projet combiné - Développement coopératif et soutien à la durabilité	Mise en œuvre	1 998 900
	Mise à jour de l'EDIC - 2021	Mise en œuvre	180 000
	SheTrades Zambie (C081)	Mise en œuvre	150 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	Achèvement	397 570
	Miel (TIPEC-ZAS)	Achèvement	2 469 930
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	898 928
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	587 406
	Renforcement des capacités phytosanitaires	Achèvement	200 000
	SheTrades Zambie (B785)	Achèvement	200 000
Total Zambie			7 082 734
Régional	Renforcement des capacités pour la promotion des investissements - Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA)	Mise en œuvre	378 000
	Programme de renforcement des capacités à l'intention des organismes de promotion de l'investissement - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Mise en œuvre	208 049
	Renforcement des capacités en matière de commerce électronique pour des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes - Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	Mise en œuvre	498 300
	Renforcement des capacités pour la numérisation durable du commerce transfrontières par l'application de technologies émergentes - CESAP	Mise en œuvre	297 353
	Renforcement des capacités de promotion de l'investissement dans les PMA francophones - WAIPA	Mise en œuvre	200 000

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Régional	Améliorer l'écosystème numérique et renforcer les compétences numériques pour l'autonomisation économique des femmes dans les PMA - Union internationale des télécommunications (UIT)	Mise en œuvre	798 104
	Étude des avantages du commerce électronique pour les femmes - CNUCED	Mise en œuvre	97 370
	Accès aux marchés tenant compte de la problématique hommes-femmes - Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande	Mise en œuvre	400 000
	Développement commercial inclusif du secteur du karité (PRADCIFK) - Global Shea Alliance	Mise en œuvre	2 506 240
	Infrastructure qualité dans le Pacifique - Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)	Mise en œuvre	1 500 000
	Promotion d'une politique commerciale tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les PMA - CNUCED	Mise en œuvre	308 588
	Consultations régionales sur la Conférence des Nations Unies PMA5 - OMC	Mise en œuvre	320 000
	Soutien pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) - CEA-ONU	Mise en œuvre	400 000
	Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest - CNUCED	Mise en œuvre	1 500 000
	Politique commerciale et stratégie en matière d'accès aux marchés pour les PMA de l'ASEAN - CNUCED	Mise en œuvre	199 983
	Femmes - Chaînes de valeur du karité - East African Women in Business Platform	Mise en œuvre	450 115
	Technologies agricoles - Overseas Development Institute (ODI)	Achèvement	172 898
	Alignement des politiques en matière de changement climatique et de commerce pour les PMA et les pays sortis de cette catégorie - ODI	Achèvement	88 952
	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine - Marché commun de l'Afrique orientale et australe	Achèvement	207 400
	Commerce transfrontières sans papier - CESAP	Achèvement	197 963
	Aide à la sortie de la catégorie des PMA - OMC	Achèvement	306 340
	DEP - Infrastructure qualité dans le Pacifique - PIFS	Achèvement	84 654
	Transfert de technologie pour le coton - OMC	Achèvement	143 477
Total Régional			11 263 786
Grand Total			231 772 252

Glossaire

AGK	Alliance globale du karité
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
CESAP-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH
HA	Hectare
ITC	Centre du commerce international
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PEMO	Principale entité de mise en œuvre
PMA	Pays les moins avancés
PND	Plan national de développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	Suivi et évaluation
SE	Secrétariat exécutif du CIR
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
UE	Union européenne
UIMOP	Unité individuelle de mise en œuvre des projets, Rwanda
UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Liste des récits de projets présentés dans le Rapport annuel 2022

	Vert	Femme	Numérique	Autres
Accélération des processus d'accèsion des PMA à l'OMC				X
Collaboration avec la Banque mondiale en faveur de l'accèsion de la Somalie à l'OMC				X
Soutien aux politiques commerciales en République centrafricaine et en Haïti				X
Collaboration avec l'OMC pour remédier aux contraintes du côté du financement du commerce dans les PMA et soutenir une transition harmonieuse au sortir de la catégorie des PMA	X			X
Formation technique et soutien pour une meilleure participation au niveau multilatéral			X	
Renforcement des capacités pour la participation à la ZLECAf				X
Progrès en matière de facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest				X
Vers un écosystème commercial global pour les Tuvalu			X	
Promotion de l'intégration des PMA dans l'ASEAN				X
Centre pour l'innovation, l'efficacité et la sécurité au travail du Bangladesh			X	
Facilitation des investissements au Bhoutan			X	
Accords commerciaux en expansion au Cambodge				X
Fonctionnalité élargie du guichet unique national de Vanuatu			X	
Accroissement des compétences pour l'accès aux ressources budgétaires nationales au Sénégal				X
Capacités du Bhoutan en matière de négociations commerciales				X
Plan national de développement axé sur la relance verte en Gambie	X		X	
Lancement d'une nouvelle politique commerciale nationale au Togo				X
Intégration du tourisme en tant que moteur d'une croissance inclusive en Sierra Leone	X			
Lancement par le Bhoutan de stratégies nationales pour le commerce et les exportations, à inclure dans le PND pour la période suivant le reclassement			X	
Nouvelle politique de Kiribati pour le commerce électronique			X	
Améliorations dans le domaine commercial grâce à un comité institutionnel au Mozambique				X
Pêche durable en Haïti	X			
Collaboration avec le PNUD pour développer le commerce électronique au Soudan du Sud			X	
Soutenir l'école de cadres destinée aux femmes au Timor-Leste		X		
ITC: Soutenir les femmes par le biais de SheTrades		X		
Collaborer avec la CNUCED pour accroître les connaissances et la formation dans les domaines du commerce et de l'égalité des genres		X		
Le tourisme et l'autonomisation économique des femmes au Timor-Leste en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme		X		
Une initiative novatrice du Bhoutan: le «Bhutan Store»				X
La sécurité alimentaire dans la République centrafricaine après le conflit		X		
Accroître les exportations agricoles du Mali		X		
Investir dans l'économie bleue avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	X	X	X	
Établissement d'une plate-forme de commercialisation numérique pour l'horticulture en Gambie		X	X	
Ajouter de la valeur aux produits de la noix de coco aux Kiribati		X		
Décollage de la production de soja au Togo		X		

Rapport conçu et imprimé par la
Section de conception graphique et
événementielle, impression et distribution.
© CIR 2023

Publié en juin 2023

Secrétariat Exécutif du CIR à l'OMC

Rue de Lausanne 154

CH-1211 Genève 2

Suisse

+41 (0)22 739 66 50

eif.secretariat@wto.org

 enhancedif.org

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/



trade4devnews.enhancedif.org



INFORMATIONS



ACTIVITÉS



RÉCITS D'EXPÉRIENCE



TRIBUNE LIBRE



REPORTAGES PHOTO



QUESTIONS-RÉPONSES